

JCR-RED

LE JOURNAL DES JCR-RED

1€

N° 32
MARS
2003



c'est pas l'ONU, c'est pas Chirac

**Nous pouvons
stopper
cette guerre !**



SOMMAIRE

Hexagone

- 3 **Au lycée** - fin de la plaisanterie
- 4 Victoire des sans-papiers à Bordeaux
- 5 **Au boulot** - Intermittents en lutte

Dossier

- 6 Le mouvement contre la guerre peut changer le monde !

Monde

- 18 Contre les saigneurs du monde, contre le G8
OGM : l'offensive continue

Kultur

- 19 Compilation de solidarité avec le peuple palestinien
8 Mile

EDITO

Tous ensemble, nous pouvons stopper cette guerre !

Gigantesque et historique, voilà les adjectifs qui caractérisent sans doute le mieux ce qui s'est passé le samedi 15 février ! Gigantesque, parce qu'il y a eu des manifestations partout ce samedi-là : Washington, Paris, Londres, Berlin, Kigali, Séoul, Tokyo, Le Cap, Le Caire, Rome, Madrid, Damas... A cette occasion, tous les records de mobilisation ont été explosés, avec plusieurs dizaines de millions de manifestants enregistrés au compteur. Et historique, parce que c'est la première fois dans l'histoire qu'une mobilisation contre une guerre prend une telle ampleur. La date du 15 février restera donc comme l'une des plus grosses manifestations internationales, si ce n'est la plus grosse, qu'on n'ait jamais vue ! Ce jour là, ce sont des dizaines de millions de jeunes et de salarié-e-s qui ont écrit une nouvelle page de l'Histoire !

Et depuis, le mouvement continue à se développer : il ne se passe pas une journée sans que tombe une dépêche annonçant une nouvelle manifestation ou un nouveau rassemblement, quelque part dans le monde. Dans ce cadre, le mercredi 5 mars a été une nouvelle étape. En France, plusieurs milliers d'étudiant-e-s et de lycéen-ne-s ont pris part aux assemblées générales et aux manifestations contre la guerre. En répondant à l'appel lancé par les étudiant-e-s américain-e-s, nous avons à nouveau démontré que ce mouvement est un véritable mouvement international. Nous avons démontré que nous étions capables de construire une véritable solidarité par delà les frontières et les océans ! Nous devons prendre conscience que quand nous nous mobilisons sur nos facs et sur nos lycées, nous ne nous mobilisons pas seulement avec nos camarades de classe. Chaque tract distribué, chaque affiche collée, chaque AG organisée, chaque nouveau comité Agir contre la guerre renforcent le mouvement international et renforce la mobilisation en Angleterre, aux USA, en Corée du Sud, au Japon, en Australie...

Agir contre la guerre !

Mais surtout, ce mouvement est devenu une vraie force. Manifestations après manifestations, nous avons fait reculer l'échéance de l'offensive contre l'Irak. En Turquie, le Parlement a dû repousser les exigences américaines. En Angleterre, le New Labour de Tony Blair est en pleine crise, et la manifestation du 15 février lui a lancé un véritable défi. Aujourd'hui, non seulement nous écrivons l'Histoire au quotidien, mais nous avons la possibilité de la changer en stoppant la guerre !

En aucun cas nous ne pouvons compter sur les gouvernements pour s'opposer à la guerre. Prenons le cas du soi-disant « axe pacifiste » : Chirac mène une guerre coloniale en Côte-d'Ivoire, Poutine massacre tranquillement le peuple tchétchène pendant que la Chine poursuit la répression du peuple tibétain. Cette « alliance » contre la guerre en Irak est trempée du sang de tous les autres peuples massacrés, et repose sur un silence hypocrite ! Pouvons-nous seulement penser que ces dirigeants se préoccupent réellement de la situation des peuples irakien et palestinien ? Pouvons-nous croire qu'après 10 ans de complicité dans le massacre du peuple irakien par un embargo criminel et des bombardements quotidiens, Chirac et ses petits copains auraient soudain été visités par le Saint-Esprit ? Il est vrai que Chirac concourt désormais pour le Prix Nobel de la Paix. Peut-être espère-t-il ensuite être béatifié par le Vatican ?

Mais nous, nous savons qu'il n'y a aucune illusion à avoir. Dans cette affaire, ils ne se préoccupent que d'une seule chose : les intérêts pétroliers de leurs multinationales. Seule la mobilisation quotidienne des jeunes et des salarié-e-s permettra de s'opposer à leurs projets criminels ! Ils ne sont qu'une poignée, et nous sommes des millions. « A pour l'action ! C pour la colère ! G contre la guerre ! » Ce slogan que l'on a entendu le 15 février et le 5 mars doit devenir le mot d'ordre de tous ceux qui ont pour objectif de stopper cette guerre. Le mot d'ordre de ceux qui sont révoltés par cette nouvelle barbarie. Tous ensemble, nous pouvons stopper cette guerre !

QUI SOMMES-NOUS ?



Nous luttons pour **une société débarassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une **rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.



CONSEIL DE LA VIE LYCÉENNE

FIN DE LA PLAISANTERIE...



Au lycée

“RED” : Que s’est il passé au Fontenelle ?

Les délégués du CVL, ont annoncé leur démission de toutes les fonctions, dites de représentants d’élèves pour plusieurs raisons : depuis leur élection, ils ne se sentent pas écoutés, ils ne peuvent pas s’exprimer librement, la plupart de leurs propositions sont rejetées, exemples :

- Ils ont proposé au CVL d’ouvrir une salle dès 7 h 30 pour celles et ceux qui sont obligé (e) s de venir au lycée très tôt et de se débrouiller jusqu’à 7 h 50 : refus.
- Ils ont proposé au CVL un panneau d’affichage pour qu’enfin les lycéen (ne) s soient au courant de ce qui se passe : refus.
- Ils ont proposé au CVL, devant l’intérêt et les questions que suscitent les risques de guerre en Irak, manifesté par une pétition lancée par quelques élèves et signée par 150 lycéens et lycéennes, que puissent être organisée une réunion de débat à ce sujet : refus.

Mais ils ont vraiment pris la décision de démissionné, à la suite du dernier conseil d’administration, qui a décidé par 11 voix contre 7 de faire appel à une société de vigiles pour surveiller le tournoi de volley annuel du lycée (qui c’est déroulé le vendredi 14 février) et ce pour la somme de 910 euros.

Bien sûr, il y a des problèmes. Il y a deux ans, une bagarre a éclaté lors de ce tournoi et un prof a pris des coups. L’an dernier le vestiaire des profs a été cambriolé. Ce n’est évidemment pas admissible.

Pourtant, il y avait d’autres solutions :

- Des enseignants ont proposé d’assurer la surveillance si la direction acceptait de les laisser venir avec leurs classes.

• Des élèves étaient volontaires pour aider les profs à assurer l’encadrement. Cela aurait été valorisant, éducatif et responsabilisant. Faire le choix de vigiles, c’est un précédent jamais vu qui va à l’encontre de ce qu’on peut souhaiter pour la communauté éducative c’est pourquoi les délégués du CVL ont lancée une pétition pour dire non au vigiles dans leur lycée.

“RED” : Comment ont réagi les lycéens ?

Les élèves considèrent que l’argent qui servira a financer ce «projet de vigiles» serait mieux utilisé à d’autres affectations. Ils soutiennent les membres du CVL et ont été nombreux à signer la pétition.

“RED” : Comment a réagi l’administration ?

Des professeurs eux-mêmes se plaignent du fonctionnement de cet établissement, mais les délégués du CVL ne se sentent pourtant pas suffisamment soutenus par les enseignants.

La proviseur du lycée a déclaré à un journaliste qu’elle n’acceptait pas le mot vigiles car il s’agissait d’une socie-

té de gardiennage, elle aussi exprimé son étonnement de voir des membres du CVL participer au tournoi de volley, voilà tout ce qu’elle a trouvé à redire. Mis a part ça, il n’y a eu aucune autre réaction de l’administration.

“RED” : Quelles sont les perspectives ?

Ils ne veulent plus donner de leurs temps pour servir de caution dans des conseils où ils sont mal à l’aise, où ils se sentent rejetés et où ils gênent plus qu’autre chose. Suite a cet événement, ils ont décidé de créer une association défense des lycéens pour pouvoir se sentir réellement représenté, organiser des débats politiques en respectant le pluralisme. Tous les lycéen-e-s peuvent y participer.



© Joël F. Volson

APRÈS TROIS MOIS ET DEMI DE LUTTE, VICTOIRE DES SANS- PAPIERS DE BORDEAUX

Depuis plus de trois mois, les Sans-papiers de Bordeaux occupaient le local du Noviciat Sainte Croix pour leur régulation collective et avaient entamé le 9 décembre une grève de la faim. (voir RED de janvier)

Comme s'y était engagé le préfet, trois membres de l'OFPPRA sont venus à Bordeaux et ont reçu chacun des 27 Kurdes pour un entretien permettant de revoir leur situation. Acceptant les conditions posées par le préfet pour permettre le réexamen de leurs dossiers, ceux-ci avaient, le 15 janvier, suspendu leur grève de la faim, tout en affirmant clairement leur détermination à la reprendre faute de solution proposée par la préfecture ou l'OFPPRA pour la totalité des grévistes.

En vue de cette visite de l'OFPPRA, les Sans-papiers, aidés par le Collectif, avaient revu, complété, traduit toutes les pièces de leurs dossiers. En particulier, des éléments relatifs à la grève de la faim, qui a été médiatisée jusqu'en Turquie, ont pu être ajoutés aux dossiers. En effet, cette médiatisation a mis les grévistes sur le devant de la scène, rendant leur retour encore plus dangereux.

LE MÉPRIS AFFICHÉ DE JUPPÉ

Plusieurs membres du collectif, dont deux camarades JCR, ont tenté d'intervenir au Conseil municipal de Bordeaux en y lisant une déclaration de soutien aux Sans-papiers; Juppé les a aussitôt fait évacuer et c'est avec les menottes que la police les a conduit au poste où ils ont passé plusieurs heures.

Le collectif est aussi intervenu lors d'un colloque sur l'urbanisme organisé par le même Juppé dans un quartier chic de Caudéran. Un camarade l'y a interpellé: « puisqu'il s'agit d'urbanisme, je voudrais vous parler de 26 amis à moi, spécialistes du bâtiment et des travaux publics, eux qui construisent toutes les routes et les bâtiments... » Juppé, obligé de répondre cette fois, a déclaré que ne pourront être régularisés au cas par cas que « ceux qui le méritent », quant aux autres, ils seront « expulsés ». On n'en attendait pas moins de cet « humaniste »!

La période d'attente d'une réponse fut pour tous particulièrement difficile, d'autant plus que les grévistes, épuisés physiquement mais aussi moralement, envisageaient avec crainte l'idée de devoir reprendre la grève de la faim; sans parler d'une possible d'expulsion...

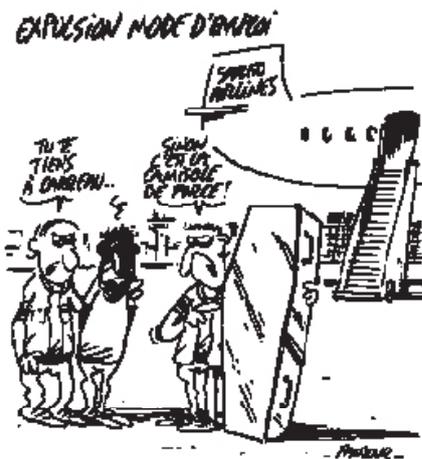
Les derniers jours, les Sans-papiers et le Collectif ont poursuivi la lutte qui continuait d'être médiatisée par la presse. En

particulier, ils étaient présent, le 1^{er} février, auprès des 15 000 salariés de Bordeaux qui manifestaient pour la défense des retraites, s'associant au mouvement social comme ils l'ont fait tout au long de leur lutte: « *Travailleurs français et immigrés: même patron, même combat!* ».



Mardi 11 février, nous avons enfin reçu la réponse de l'OFPPRA: les 27 Sans-papiers sont tous régularisés avec obtention de l'asile politique! C'est une victoire totale due à la ténacité et à la détermination des grévistes qui jusqu'au bout ont menée leur lutte de manière collective, refusant le cas par cas. Les Sans-papiers et le Collectif ont aussitôt envoyé un message de soutien aux Sans-papiers de Paris matraqués violemment par la police lors de l'évacuation du gymnase Japy, ainsi qu'aux 11 grévistes de la faim de Lyon. Leur mot d'ordre et celui du début du mouvement: « Régularisation de tous les Sans-papiers! » Guerre à l'impérialisme qui opprime les peuples!

Fango, [Bordeaux]



Communiqué adressé à la Coordination nationale des sans papiers Mardi 11 février 2003 À BORDEAUX, LA LUTTE A PAYÉ, TOUT COMME ELLE PAIERA POUR TOUS LES SANS PAPIERS

Nous les réfugiés kurdes Sans-papiers de Bordeaux, ainsi que leur Collectif de soutien, avons remporté une victoire totale. Après 38 jours de grève de la faim, nous venons d'obtenir l'asile politique de l'OFPPRA pour tous les 27 (26 grévistes de la faim, plus la femme de l'un d'entre eux).

Notre victoire est un encouragement pour la lutte de tous les Sans-papiers. Mais nous voulons rappeler que nous considérons comme scandaleux d'être obligés de mettre sa santé, sa vie en danger pour obtenir le simple droit de vivre au grand jour, comme tout le monde, avec les même droit que tous.

Nous apportons notre soutien et notre entière solidarité aux camarades Sans-papiers de Paris, expulsés brutalement par les sbires de Sarkozy du gymnase Japy, après la trahison du maire «socialiste» de Paris.

Tout comme nous affirmons notre solidarité aux camarades grévistes de la faim de Lyon.

Pour la régularisation de tous les Sans-papiers, pour la justice, l'égalité et la démocratie, il nous faudra imposer l'abrogation de toutes les lois liberticides et xénophobes de Pasqua, Debré et Chevènement.

Mais aussi, bien plus largement, il nous faudra mettre en échec le pillage, sous couvert de mondialisation, organisé par l'impérialisme, notamment français, de tous les peuples opprimés de la planète, qui contraint des millions d'hommes et de femmes à fuir leur pays d'origine.

INTERMITTENTS EN LUTTE

Yoan fait parti du groupe de musique Sabayo de Clermont Ferrand. Il est syndicaliste à la CGT spectacle et s'investi dans les collectifs d'intermittents sur Clermont.



“RED” : Quels sont les projets du MEDEF et du gouvernement ?

Yoan : L'UNEDIC prétend que le régime des intermittents a provoqué un déficit de 739 millions d'euros. Pour nous ces chiffres sont faux.

Le MEDEF veut fusionner le régime des intermittents du spectacle et celui des intérimaires. Ca nous réduirait donc notre couverture aux ASSEDIC de 12 à 4 mois. Pour les autres salariés qui ne sont pas intermittents, c'est aussi une précarisation maximum de leurs emplois puisque cela permettrait aux patrons d'embaucher qu'en CDD (car nous, nous ne faisons que des CDD), alors que jusqu'à présent le code du travail limitait le recours à ce type de contrat.

Ce projet ne réduirait que d'un tiers le soit disant déficit et permettrait surtout aux patronat de précariser et de flexibiliser encore plus.

Le gouvernement, lui, propose de diviser en deux catégories les intermittents : les techniciens du spectacle et les artistes. Pour les premiers, il diminuerait de moitié la durée de couverture et demanderait plus d'heures de travail avant de pouvoir accéder au régime des intermittents en utilisant des contrats du type contrat jeune.

Que ce soit le projet du MEDEF ou celui du gouvernement, ce sont évidemment les petits intermittents (qui n'ont pas de gros cachets) qui vont en être les premières victimes. Les plus bas salaires pourraient être de 1000 €

par mois, ce qui ne permet pas de vivre et contraint surtout à quitter le régime des intermittents. Par contre tous ces projets ne gêneront pas beaucoup ceux qui touchent plus d'argent, et cela permet au gouvernement et au MEDEF de ne pas se froisser avec les « grands artistes ».

“RED” : Y a t-il des mobilisations et quelles sont vos revendications ?

Yoan : Il y a des mobilisations qui se développent à Toulouse, Marseille, Lyon, Clermont-Ferrand et Paris. Pour l'instant, le mouvement est encore trop parisien et il n'y a pas vraiment de coordination, mais on veut organiser des rencontres nationales. La grève du 25 février est une étape importante dans la construction de la mobilisation. Il y a eu 20 000 manifestants à Paris, des tournages de film ont dû s'arrêter. Nous voulons vraiment qu'il y ait un mouvement d'ampleur et cela passera obligatoirement par la création d'une coordination nationale.

Nos revendications tournent surtout autour d'un véritable statut pour les inter-

mit-

tents.

Cela

passé

entre

autre par

cation de

l'application de l'accord FESAC (Fédération des Employeurs du spectacle, de l'audiovisuel et de la culture) qui a été signé par la FESAC et les 5 syndicats.

Nous demandons par exemple le plafonnement des hauts salaires et l'augmentation des plus bas et plus de contrôle sur les gros employeurs qui n'emploient qu'en contrat précaire. Bien que l'on essaie pour l'instant de mobiliser les intermittents, on fait toujours le lien avec les autres travailleurs et les chômeurs, puisqu'on se bat contre la précarité et les attaques du gouvernement et du MEDEF contre les salariés, quel que soit leur régime.

Propos recueillis par Francine, [Nanterre]

Pour plus de renseignements : www.Fnsac-cgt.Com

PRÉCAIRES DE LA RESTAURATION RAPIDE : LES LUTTES CONTINUENT !

Vendredi 28 février, les salariés du restaurant Pizza Hut du boulevard Bonne Nouvelle (Paris) se sont mis en grève à 19h bloquant le restaurant pour faire valoir leurs revendications :

- 13^{ème} mois
- 10 % d'augmentation salariale
- tickets restaurants gratuit
- remboursement du taxi de nuit
- primes de 40 euro pour les chaussures et les collants
- jours fériés payés double
- mutuelle pour tous
- majoration des heures après 21 h
- annulation des sanctions prises envers des salariés

Sont venus les soutenir des militants de l'ex-comité de soutien aux grévistes de McDo, des militants de la CGT ainsi que des salariés du McDo de Strasbourg/St-Denis

Vers 19 h 30 la direction du restaurant a appelé la police pour évacuer les salariés sans résultat.

L'occupation a pris fin vers 22 h 45 cela a été un succès.

L'ensemble des grévistes a été invité par les salariés du McDo de Strasbourg/St-Denis à venir manger chez eux et à discuter de la poursuite du mouvement

LES SALARIES DE PIZZA HUT DE BONNE NOUVELLE (métro bonne nouvelle) APPELLENT A UNE LARGE SOLIDARITE

Au boulot

LE MOUVEMENT CONTRE LA GUERRE PEUT CHANGER LE MONDE !

La mobilisation du 15 février a été historique par le nombre de participants aux manifestations qui ont eu lieu à travers le monde : jamais un si grand nombre de personnes n'avaient manifesté le même jour dans le même objectif dans l'ensemble du globe. Mais le mouvement contre la guerre en Irak, ce n'est pas seulement une énorme manif.

Taper là où ça fait mal.

Tout d'abord, ce mouvement n'est pas une lutte parmi d'autres parce qu'il se dresse face à une attaque d'ampleur : la guerre est aujourd'hui le moyen employé par les impérialistes, notamment américains, pour sortir d'une situation économique catastrophique. Seul un bouleversement radical de l'organisation du monde permettrait aux classes dirigeantes de dépasser la crise du capitalisme mondialisé. Et cette réorganisation du monde ne peut pas être pacifique, elle signifie la lancée d'une « guerre sans limite ». Le mouvement contre la guerre s'attaque donc à l'élément central de la stratégie impérialiste actuelle : il tape là où ça fait mal. Une victoire de ce mouvement sur la question de la guerre en Irak signifierait un coup d'arrêt sérieux aux plans des maîtres du monde.

Les périodes de guerre ont toujours changé la donne du côté des puissants : les guerres mondiales ont fait des empires et en ont défaits d'autres. Mais les guerres ont toujours provoqué des mouvements de lutte très forts : la première guerre mondiale a entraîné une vague révolutionnaire internationale, la deuxième a également été suivie d'une remontée des luttes... Et les guerres d'Algérie et du Viêtnam ont fait émerger des nouvelles générations militantes. Aujourd'hui, contre la guerre en Irak s'engagent des millions de jeunes dont c'est la première manifestation, la première expérience politique.

internationale.

Et cet engagement se fait au delà des frontières. Au delà des frontières des Etats tout d'abord : ce mouvement est un mouvement international et authentiquement internationaliste, car il prend la défense des peuples opprimés, non seulement en Irak, mais en Palestine, en Tchétchénie... Mais c'est un mouvement qui rapproche dans l'action des jeunes, des travailleurs qui viennent d'horizons très différents : dans de nombreux pays, des coalitions se sont mises en place qui regroupent des organisations et des individus d'opinion politique, religieuse, philosophique très différentes. En cela, il favorise la mise en place de liens au sein de l'espace commun qu'est le mouvement contre la guerre en Irak entre les luttes menées par différents groupes : aux Etats-Unis les étudiants se battent contre la guerre en demandant de l'argent pour étudier plutôt que pour aller bombarder le monde entier. En Angleterre, le mouvement contre la guerre s'est placé en solidarité avec la

du 15 février remettaient également en cause la politique intérieure de leurs gouvernements. Il existe un réel potentiel de confrontation avec les classes dirigeantes dans ce mouvement.

Stopper la guerre : ce n'est pas qu'un slogan.

De plus en plus d'actions de blocage de convois ou navires militaires ont lieu en Grèce, Italie ou Grande-Bretagne : en généralisant ces actions, par la grève, il est possible de bloquer la machine de guerre. Chirac et l'ONU parlent beaucoup mais en attendant ce sont ces actions qui entravent les mouvements de troupes et de matériel militaire vers le Golfe, alors que Chirac s'y est déclaré favorable (cela permettrait selon lui de faire pression sur Saddam pour qu'il désarme...). Nous devons plus que jamais compter sur nos propres forces pour stopper cette guerre. Et c'est cet objectif que nous devons nous donner, car c'est possible.

A plusieurs reprises dans l'histoire, la guerre a amené la révolution. Le renversement des maîtres du monde n'est pas impensable, et stopper la guerre en Irak est aujourd'hui le premier pas à faire dans ce sens.



grève des pompiers que Blair accusait de saper l'effort de guerre.

Les gouvernements n'ont qu'à bien se tenir !

Et dans plusieurs pays, le mouvement contre la guerre provoque des crises politiques sérieuses : en Grande-Bretagne, le parti de Blair (le Labour) est très mal en point et Blair risque de se faire renverser en cas d'attaque : la coalition a prévu d'envahir le parlement s'il déclenche la guerre ! En Espagne et en Italie, Aznar et Berlusconi ne font pas trop les malins non plus, car les manifs

VERS UN NOUVEL ORDRE MONDIAL SOUS LE SIGNE DE LA GUERRE

La chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'URSS en 1991 ont profondément modifié le rapport de force entre les puissances internationales. Cette période nouvelle va pousser les Etats-Unis à repenser en partie leur politique internationale et à trouver de nouvelles justifications à leur volonté de dominer la planète.

La réorientation de la politique impérialiste des Etats-Unis.

La guerre froide a longtemps fourni un alibi aux interventions militaires américaines. Il s'agissait de lutter contre l'URSS et d'éradiquer le

l'URSS pour tirer leur épingle du jeu. Mais les Etats-Unis ne peuvent tolérer d'être contestés, surtout dans une région où l'instabilité politique le dispute aux forts intérêts économiques. Les USA, avec, à leur traîne, le reste des puissances occidentales, se retournent alors contre l'ami d'hier et interviennent massivement. C'est une victoire d'ampleur pour les USA, qui réaffirment leur suprématie politico-militaire, protègent les alliés arabes de la région, qui contrôlent le pétrole, et renforcent la position d'Israël. Saddam Hussein est laissé en place, alors même que la propagande des différentes puissances participant à l'intervention était fon-

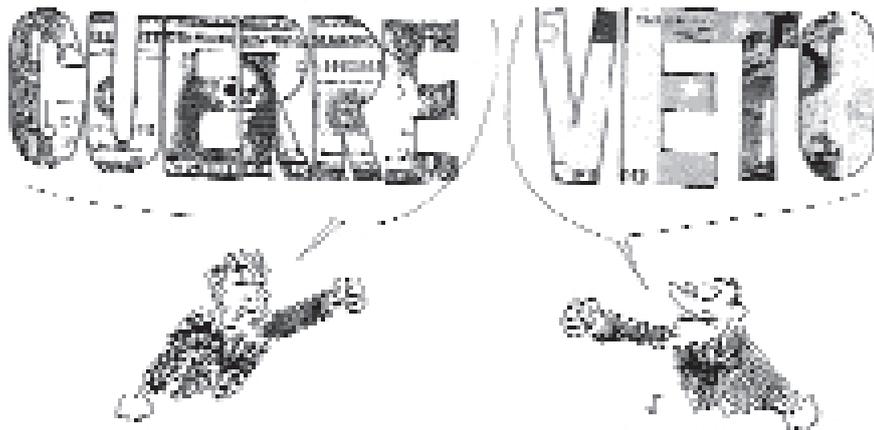
jour. Sous prétexte de neutralité, les casques bleus ont laissé perpétuer des massacres sous leurs yeux. Les multinationales ont eu moins de scrupules pour reprendre pied dans la région après le règlement du conflit.

Pétrole et «lutte contre le terrorisme»: la guerre au service du capital.

Les attentats du 11 septembre ouvrent une nouvelle période de l'impérialisme américain. Si les interventions militaires qu'ils provoquent s'inscrivent dans la logique précédemment décrite, elles prennent une ampleur et une force inédite. De plus, l'enjeu du pétrole devient une véritable obsession de l'administration américaine. Depuis 2001, sa stratégie militaire est axée sur les zones pétrolifères : Afghanistan, Yemen, sud de l'ex URSS etc. Claude Serfati montre bien comment la domination militaire est un outil de la domination guerrière. L'augmentation des crédits militaires, impulsés par Clinton et relayés avec force par Bush n'a d'autre but que de relancer une partie de l'industrie et d'assurer de nouveaux débouchés à l'économie des USA tout en limitant les effets de la crise économique qui est partie de l'Asie du Sud-Est avant de toucher la Russie et l'Amérique latine.

Loin de vouloir garantir la paix dans le monde, les Etats Unis ne visent qu'au renforcement et à la stabilisation de leur suprématie.

Colin, [Orléans]



communisme en prenant la tête d'une croisade dans laquelle se retrouvaient nombre d'états. Le partage de Yalta en 1945 a en outre permis une répartition avec l'URSS du maintien de l'ordre mondial, chacun faisant la loi ans son camp.

La chute de l'URSS a donc un effet paradoxal pour l'impérialisme américain. D'un côté, il sort vainqueur d'une guerre larvée menée depuis 1945, mais d'un autre, il se retrouve seul à prétendre gérer la marche d'un monde perturbé par de nombreuses instabilités.

La première guerre du golfe (1990-1991)

Elle se situe clairement dans ce contexte d'instabilité. Endetté par une guerre de huit ans contre l'Iran, où les puissances occidentales ont massivement financé et armé les troupes irakiennes, Saddam Hussein décide d'envahir le Koweït voisin, qui possède de nombreuses richesses pétrolières. Cette guerre traduit bien la volonté de certaines puissances intermédiaires de profiter du vide laissé par la chute de

dée sur le fait qu'il fallait rétablir la démocratie en Irak (certain n'avait pas hésité à comparer Hussein à « un nouvel Hitler » !).

Interventions «humanitaires» et redéploiement militaire.

La première guerre du golfe l'a monté, la propagande est un élément qui fait partie prenante de la démarche impérialiste : il faut justifier auprès des peuples les interventions militaires. Il est préférable de se parer des droits de l'homme et de la démocratie plutôt que d'afficher cyniquement ses desseins.

Les interventions «humanitaires» ou de «maintien de la paix» en Somalie, en Haïti et au Zaïre s'inscrivent dans ce cadre de déploiement ou de maintien des intérêts économiques. Mais c'est le déploiement des troupes en ex-Yougoslavie en 1999 qui est symptomatique de cette nouvelle posture. Sous couvert de protéger des populations, on veut étendre sa zone d'influence et garantir ses intérêts. La veulerie des puissances occidentales s'est affiché au grand



CONTINUER LA MOBILISATION JUSQU'A L'ARRÊT DE TOUT BOMBARDEMENT CONTRE L'IRAK ET LA LEVÉE DE L'EMARGO

Agir contre la Guerre - appel du 22 mars

IL FAUT ALLER VERS UNE COALITION NATIONALE CONTRE LA GUERRE !

Nous avons été des millions à manifester dans le monde le 15 février. Le tremblement de terre que cela constitue a aussi touché la France. C'est une défaite d'ampleur pour tous les va-t-en-guerre car nous pensons que seule la mobilisation de masse peut stopper l'escalade vers la guerre sans limites dont l'Irak est une étape.

Toutes les forces doivent donc maintenant s'unir et s'organiser, individus, collectifs, organisations, associations pour stopper cette escalade, diffuser des tracts, coller des affiches, organiser des événements de mobilisation (manifestations, actions, réunions, concerts...).

L'enjeu est considérable pour notre avenir car la guerre sans limite de Bush dépasse la question de l'Irak. Elle aggrave le massacre en Palestine. Elle enclenche une dynamique de généralisation des interventions militaires pour toutes les grandes puissances et sur tous les continents comme le démontre l'intervention française en Côte d'Ivoire. Elle porte en germe le développement des tensions entre les grandes puissances dont témoigne la progression des budgets d'armement tandis que les plans de licenciements et les attaques sociales se multiplient.

Sous prétexte de guerre contre le terrorisme la guerre sans limite justifie, dans tous les pays comme en France, le développement des politiques sécuritaires et du racisme.

A l'exemple de ce qui se passe aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne il s'agit maintenant de fédérer toutes les énergies et d'en susciter de nouvelles autour de mots d'ordre simples et larges : 'Non à la guerre en Irak avec ou sans l'ONU', 'Pas de participation française', 'Justice en Palestine'.

Agir Contre la Guerre est une coordination de collectifs de quartiers et de facs sur la région parisienne. Cela doit être maintenant dépassé pour construire une coalition nationale contre la guerre permettant d'élargir le mouvement. Rassemblant toutes les structures existantes qui partagent ces objectifs, cette coalition devrait avoir pour objectif de favoriser la construction de collectifs (sur les quartiers, les facs, les lycées, les lieux de travail) permettant le regroupement de tous ceux qui veulent agir contre la guerre. Elle devrait aussi populariser les initiatives existantes comme l'appel des lycéens, l'appel des salariés et syndicalistes ou l'appel des étudiants et favoriser leur multiplication.

APPEL ISSU DE LA COORDINATION INTERNATIONALE CONTRE LA GUERRE DE LONDRES

(avec des représentants des coalitions de 25 pays) - 1er Mars 2003.

Après le succès sans précédent de la journée mondiale contre la guerre, le 15 février, nous appelons, dans les prochaines semaines, au développement massif des actions pour tenter d'empêcher la guerre. Nous pensons que la guerre en Irak est une erreur, qu'elle soit ou non soutenue par l'ONU.

Des actions militantes seront initiées en direction des installations militaires et pour bloquer les transports d'armement. Des démonstrations massives s'organiseront en direction des Parlements et des représentants des Nations unies. Des grèves et des occupations seront appelées dans les universités. Des actions seront menées dans les entreprises. Des assemblées populaires seront appelées contre la guerre et des consultations seront organisées.

Chaque jour est maintenant crucial dans la campagne pour stopper la guerre.

Dans de nombreux pays, de grandes manifestations se tiendront à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars.

Dans de nombreux pays, manifestations, rassemblements et actions de désobéissance civile se dérouleront le 15 mars, en solidarité avec la manifestation organisée à Washington, vers la Maison Blanche.

Le 21 mars sera, chaque fois que possible, une journée de solidarité sur les lieux de travail. Cela se traduira par des assemblées sur les lieux de travail et d'autres formes d'action ouvrière. Dans certains pays, une journée de grève nationale est déjà prévue. Nous appelons les syndicats à soutenir et promouvoir l'action contre la guerre le 21 mars.

Nous lançons un avertissement solennel aux va-t-en-guerre : s'ils ignorent l'opinion publique mondiale et lancent une nouvelle attaque contre l'Irak, ils devront faire face à une vague de résistance encore plus forte.

Le jour de l'attaque, nous appelons à l'organisation de rassemblements massifs dans le centre de chaque ville du monde.

Le samedi suivant, d'immenses manifestations seront organisées dans toutes les capitales.

Aux côtés du peuple d'Irak, nous en appelons à la mobilisation de toutes les énergies pour tenter d'arrêter cette folle guerre.

C'est en ce sens que nous appelons les collectifs et comités existants, les individus de toutes sensibilités, religions et nationalités, les organisations et associations qui veulent agir dans ce sens :

- à soutenir cet appel (mail à agircontrelaguerre@yahoo. Fr)
- à soutenir, populariser et participer à toutes les initiatives qui seront prises pour stopper la guerre dans les prochaines semaines
- à participer à la construction d'une conférence pour lancer une coalition nationale le 22 mars

LE MOUVEMENT SYNDICAL EUROPÉEN DIT NON À LA GUERRE !

Ensemble, les organisations syndicales européennes signataires du présent appel refusent la guerre.

L'objectif des États-Unis est d'imposer leur hégémonie politique et économique, d'installer un protectorat pour contrôler les ressources pétrolières et de garantir les intérêts des multinationales.

Les conséquences d'une guerre contre l'Irak, c'est d'abord la population irakienne qui va les subir. Le dictateur Saddam Hussein et ses généraux seront eux à l'abri.

Les conséquences, nous les subirons aussi dans chaque pays : Hausse des budgets militaires et baisse des budgets sociaux. Renforcement de la répression contre tous ceux qui s'opposent.

Le mouvement syndical doit soutenir et impulser les luttes contre la guerre.

Les manifestations comme celles organisées partout dans le monde le 15 février sont un point d'appui important, car elles démontrent que nous sommes des dizaines de millions dans le monde à refuser la guerre aussi bien que le diktat du gouvernement américain et des militaires.

Nous sommes solidaires de tous les travailleurs(SES) qui feront acte d'objection de conscience pour refuser de participer aux préparatifs guerriers.

Nous soutenons les actions de résistance qui se développent dans toute l'Europe : Blocage de trains militaires, refus de laisser accoster la flotte de l'OTAN, ...

Le mouvement syndical a la responsabilité d'amplifier la mobilisation contre la guerre, en particulier dans les entreprises.

En Italie le mot d'ordre de « grève contre la guerre » est aujourd'hui porté par la majorité du mouvement syndical. Cette question doit être débattue avec les salarié(e)s de tous les pays d'Europe comme une forme d'action décisive pour s'opposer à la guerre.

Des actions de grève, de nouvelles manifestations massives de citoyens et citoyennes dans le monde, toutes les actions dans les quartiers, les usines, les administrations ... peuvent faire reculer le gouvernement américain et ses alliés.

Paris le 23 février 2003.

C.G.T. (Espagne), Chemiekreis (Allemagne), C.N.L. trasporti (Italie), C.N.T. (France), C.U.B. (Italie), Ecole Emancipée (France), E.S.K. (Pays basque), G10-Solidaires (France), L.A.B. (Pays basque), R.M.T. (Grande Bretagne), S.A.C. (Suède), S.in.COBAS (Italie), Si Puo (Italie), S.U.L.T.A. - C.U.B. (Italie), T.I.E. (Allemagne), T.I.E. (Pays bas), UNICOBAS (Italie)

A Paris, 20.000 personnes selon les organisateurs, 7.000 selon la police, ont défilé des jardins du Luxembourg (VI^e arrondissement) vers la place d'Italie (XIII^e).

Marseille : 1.000 selon la police, 2.000 selon les orgas :

Rennes : 1.000 étudiants

Lyon : 850 personnes selon la police, 1.000 selon les orgas

Toulouse : 800 personnes, selon la police

Rouen : 600 personnes

Nice : 600 jeunes

Bordeaux : 400 personnes

Strasbourg : 400 étudiants en AG à l'Université Marc Bloch

Poitiers : 350 personnes

Nancy : 300 personnes (alors que les orgas en attendaient 50 environ !)

Périgueux (Dordogne) : 250 personnes

Tarbes (Hautes-Pyrénées) : 200 personnes, selon la police

Caen : plusieurs dizaines

Lille, Dunkerque : 50 personnes pour chaque ville

Besançon : une dizaine d'étudiants sur la fac de lettres, font tourner une pétition sur la fac (800 signatures)

AUSTRALIE : 5.000 étudiants à Sydney (10.000 selon les orgas), 4.000 jeunes à Melbourne, 4.000 à Adelaïde, des centaines à Brisbane et Perth, 500 étudiants à Hobart (Île de Tasmanie au sud de l'Australie)

ETATS-UNIS : de 30 à 50 000 manifestants, de 300 à 350 établissements, selon les premières estimations.

SUISSE : 5 000 à Lausanne, 3 000 à Zurich.

LES FEMMES FACE À LA GUERRE

Les guerres se déroulent depuis longtemps en dehors des champs de bataille (bombardements, invasions) faisant ainsi plus de mort parmi les civiles que chez les soldats. Par conséquent les femmes sont les premières victimes de la guerre, pendant et après.

Pendant les guerres les violences faites aux femmes sont exacerbées. Les viol des soldats pendant les conflits ont toujours existé, mais la médiatisation de ceux perpétrés en Bosnie, on permis de montrer que cette tradition guerrière durait toujours et avec la bénédiction du commandement. Ces viol de guerre ont pour but de toucher l'orgueil de l'ennemi. Ces pratiques ayant cours dans les deux camps, personne ne se le rapprochera au moment des négociations de paix. Mais après la guerre, ces femmes sont rejetées de leur communauté car quelque part, si l'ennemi a pu les violer c'est censé être de leur faute. Par ailleurs, après les combats, le manque de soins, de nourriture, d'équipements sanitaire et d'abrît ne disparaît pas. Et les femmes sont touchées de façons disproportionnées par ces pénuries en raisons de l'oppression qu'elles subissaient avant comme après la guerre. Et en plus au retour des maris du front on constate un net accroissement des violences conjugales.

Pendant et après la guerre, beaucoup de femmes se retrouvent à la tête d'une famille qu'elles doivent nourrir dans une situation économique épouvantable. Ce qui entraîne notamment un autre type de violence qui est la prostitution avec l'ouverture de bordels pour réconforter les troupes de maintien de la paix et les réseaux

de proxénètes qui profitent de la misère et du désordre. Mais cette crise économique même si elle met sur le marché du travail les femmes qui n'y avaient pas accès avant, ne permet pas de dire qu'une guerre peut les femmes. En effet au bout de quelque temps on leur explique qu'elles doivent rentrer chez elles et repeupler la nation pendant que les hommes reconstruiront la société et l'Etat, bien entendu patriarcale.

Ceci n'a pas empêché G. W. Bush de justifier la guerre en Afghanistan comme outils de l'émancipation des femmes. Alors qu'on constate que une fois cette guerre terminée et l'assurance de la construction de son oléoduc, Bush ne se souci plus de savoir que les femmes sont toujours aussi opprimées qu'avant mais dans un pays encore plus dévasté qu'avant.

Ces violences de toutes sortes (privations, tortures, viols, prostitution, exil), elles les subissent au nom de la défense d'un Etat et d'une société, qui ont pour fondement le patriarcat et donc l'oppression des femmes.

Violette, [Jussieu]



RACOLAGE DÉPRESSIF

Depuis la fin du service militaire obligatoire, force est pour le gouvernement de constater que plus personne (ou presque) ne veut servir dans l'armée. Malgré des perspectives d'avenir de la taille d'un trou de serrure, malgré un taux de chômage qui continue son ascension à une vitesse fulgurante, malgré la valeur de nos diplômés qui chute plus rapidement que tous les indices de la Bourse, la belle jeunesse que nous sommes se refuse à servir son gouvernement, même sous le prétexte de servir son pays. Si cela ne devait prouver qu'une chose, c'est que nous ne serons jamais dupes du gouvernement quand il nous impose le « devoir patriotique » pour nous soumettre à ses intérêts stratégiques.

Et que nous ne serons jamais dupes du devoir patriotique tout court d'ailleurs. Nous n'avons, c'est vrai, plus beaucoup d'alternative à 18, 20 ou 25 ans pour avoir un emploi stable et correctement rémunéré. Nous sommes dans l'urgence de trouver un logement (que personne n'accepte de nous louer) et d'avoir de quoi manger et vivre décemment, et si possible (comble du luxe !) en faisant des études. La seule main que nous tend le gouvernement est armée d'un fusil : soit pour nous tirer dessus, soit en nous présentant la crosse pour tirer sur nos semblables. Malgré une situation déjà désastreuse qui continue de se dégrader, malgré la suppression des postes de surveillants qui nous permettaient tant bien

que mal de financer un peu nos études (évidemment que les emplois jeunes étaient une escroquerie, mais nous avons échangé un mal pour un pire : nous n'avons plus rien), nous avons encore l'honnêteté de refuser de servir l'armée.

C'est là que se pose un vrai problème pour l'armée : comment recruter sans le service de travail (militaire) obligatoire ?

En appliquant les bonnes vieilles méthodes économiques à l'industrie de la mort et des cadavres dans le placard : le marketing. Le recrutement des armées de métier se fera désormais par la PUB.

Voyons donc ce que nos armées disent d'elles-mêmes dans leurs belles campagnes de « communication », puisque la France s'y est mise.

Mais pas question de parler des risques, non, ce n'est pas très vendeur. On parle plutôt des voyages exotiques, des technologies ultra-pointues (forcément si on baisse le budget de la recherche et de la santé pour augmenter celui de l'armée, c'est normal que le domaine militaire puisse se vanter de belles innovations techniques et « chimiques »...), et — surtout — on parle de protéger la veuve et l'orphelin !

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE IRAKIEN : LEUR SOLIDARITÉ ET LA NOTRE

La manif internationale du 15 février nous a permis d'exprimer notre solidarité avec le peuple irakien qui subit depuis des années la dictature de Saddam Hussein, les bombardements occidentaux et l'embargo. Pourtant à écouter certains dirigeants, les manifestants n'auraient rien compris et feraient le jeu de la dictature de Saddam en refusant l'intervention « humanitaire » que prépare l'occident ! Bush mobilise les médias depuis des mois pour marteler le peuple américain de beaux discours sur la démocratie et la guerre humanitaire du bien contre le mal. Au rayon des « pacifistes », Chirac nous offre une autre vision de l'humanitaire en déclarant que la guerre est la pire des solutions. Mais si on confronte tous ces discours à la réalité des politiques menées depuis des années par les États-Unis, la France et d'autres États impérialistes, leur hypocrisie apparaît au grand jour.

de l'intérêt général, de la démocratie, la liberté, l'égalité, l'humanitaire etc... En s'appuyant sur notre révolte légitime ils cherchent à nous rallier à leurs actions à travers ces concepts qui, isolés de la réalité concrète et pris de façon abstraite, peuvent apparaître comme de belles idées qu'il faut défendre. Mais cet idéalisme n'est qu'un moyen pour nous tromper et nous faire croire que c'est nous qui ne sommes pas démocratiques ni humanistes si nous ne les suivons pas à la lettre.

Etre solidaire, c'est avant tout lutter contre notre propre impérialisme.

En France la meilleure façon d'agir pour exprimer notre solidarité est de mettre à nu l'hypocrisie de Chirac en nous appuyant sur les déclarations de l'UMP (refus d'utiliser le droit de véto à l'ONU) et le fait que la France et l'Allemagne accueillent sans complexes les militaires américains. Ce n'est qu'en luttant contre l'impérialisme, et en particulier le notre, que nous pourrions affaiblir et permettre au peuple irakien de renverser la dictature et de choisir sa voie en toute indépendance de l'impérialisme.

Genki, [Bordeaux]

Ailleurs, la démagogie ne date pas d'hier.

En 1918 un personnage du nom d'Oncle Sam, créé pour l'occasion, appelait les Américains à se mobiliser pour la grande guerre. Oncle Sam et son sourire Colgate prêchaient, du haut d'une affiche, pour une Amérique offensive et en appelaient à chaque « citoyen digne de ce nom » : « I need you » disait-il en pointant un doigt presque accusateur, et sa voix semblait trembler d'un sentiment patriotique incroyablement sincère, héroïque et paternaliste. Il était dessiné de telle manière qu'on aurait cru qu'il vous regardait dans les yeux, qu'il s'adressait à vous personnellement.. En réalité ce bon père de famille envoyait ces enfants à une mort atroce, dans une guerre absurde, sans du tout se soucier ni de qui ils étaient, ni de leurs intérêts. Si je ne m'abuse, aujourd'hui tout le monde se représente Oncle Sam comme un homme plutôt bedonnant, cigare au bec, chapeau haut de forme, et dont les poches sont bourrées de thunes jusqu'à en craquer les coutures... Il représente l'homme riche, qui a fait fortune en Amérique, une belle fortune industrielle, le pur produit made in America qui s'est construit son empire de production à la force du poignet (mais pas le sien...). C'est lui qui veut vous envoyer à la guerre. No comment.

Mais l'armée américaine, toujours à l'avant-garde du racolage actif, renouvelle sans cesse ses campagnes de pub : pour la guerre du Viêt-Nam, un soldat nommé Frank faisait du cheval, prenait des supers cours de pilo-

Les arguments humanitaires : un prétexte pour masquer les intérêts économiques et politiques des puissants.

En effet, il est difficile de les croire si on regarde ce qu'ils ont fait dans divers pays comme au Kosovo, au Rwanda, en Afghanistan, en Côte d'Ivoire... sans parler du colonialisme. Sous divers prétextes humanitaires, ils ont renversé les gouvernements, même démocratiques, s'ils ne leur plaisait pas ou au contraire soutenu les pires dictatures (au hasard Saddam Hussein ou les talibans) pour défendre l'intérêt des trusts capitalistes. Les classes dominantes ont toujours présenté leurs actions comme étant celui

tage, escaladait des montagnes avec ses potes, courait sur la plage avec, incrusté dans l'image en arrière plan, un coucher de soleil très Technicolor... Le problème était que pas mal de jeunes s'engageaient sans savoir du tout ce à quoi ils s'engageaient, et beaucoup de familles américaines se sont indignées de voir leurs enfants partir à la guerre quand ils pensaient tous partir en vacances au Club Militaire-armée !

En Angleterre, GI John (nda : version Blairaute de GI Jo) verse dans l'humanitaire. C'est un créneau très porteur ; ça valorise le troufion, ça fait presque de l'armée une ONG au-dessus de tout soupçon, et en plus ça séduit les pauvres-femmes-(super-canon-super-bien-maquillées-) serrant-contre-elle-leur-bébé-n'attendant-que-le-héros-mâle-qui-viendra-les-délivrer, nous montre la pub..

Jusqu'à présent l'armée française restait muette, mais vous avez tous vus débarquer sur vos écrans récemment « GI Jacques » (nda : c'est toujours GI Jo, mais à la sauce béarnaise). C'est un super-soldat aux yeux verts, parfois même phosphorescents (ça dépend des spots), qui sert dans une armée déguisée en société high-tech, et qui joue à la guéguerre en 3D façon Playstation à grands renforts d'effets Matrix. Ou alors c'est un bûcheron-balayeur-électricien-plombier qui vient gentiment frapper à votre porte en décembre 1999 juste après la tempête, pour voir si vous n'avez besoin de rien.. Très bien. Enfin, nul besoin d'une mitraillette pour déblayer des routes ou nettoyer des plages pleines de fuel ! (Et quand j'y pense, ce n'est que justice qu'une force impérialiste _l'armée_ répare les conneries des impérialistes _qui au nom de la sacrosainte rentabilité laissent des épaves pleines de pétrole prendre la mer). Si l'armée n'était qu'un service public de nettoyage... Mais peut-être effectivement l'est-elle : elle débarrasse de la planète non seulement les individus mais aussi les populations que nos dirigeants trouvent indésirables ; elle

partira sûrement bientôt en Irak « faire le ménage » avant l'installation de nos puits de pétrole tout neufs.

Mais comment les Bush, Blair, Poutine, Chirac et autres charognards (=qui aiment les cadavres) font-ils pour que leurs victimes n'aient, à leurs yeux, jamais de visages humains ? Comment font-ils pour ne les considérer qu'en termes numériques et abstraits ? ? Où donc en sont-ils dans leur processus de déshumanisation totale des habitants de la planète ?



LA CÔTE D'IVOIRE FAÇE AU NÉOCOLONIALISME

Ce qui se passe aujourd'hui en Côte d'Ivoire est le prolongement logique d'un siècle de colonialisme. En 1960, les différents peuples qui forment ce pays n'ont pas choisi de cohabiter. Ils ont été regroupés pour des raisons coloniales: il fallait un seul pays pour faciliter la gestion des diverses ressources (Minerai, cacao, café, bois, bananes,...). La décolonisation ne fut qu'un écran de fumée. Encore aujourd'hui l'activité économique du pays est tenue par «l'ancienne» puissance coloniale. Ainsi un millier d'entreprises françaises font figures d'acteurs de développement économique de la région. Bouygues construit les infrastructures et contrôle la distribution d'eau et d'électricité, Bolloré contrôle les 2/3 des activités portuaires et domine la production du café, du tabac, du caoutchouc, la moitié de la production d'ananas et de bananes et occupe le 4ème rang pour le cacao. France

Reste une hypocrisie baveuse qui me donne des haut-le-cœur : « l'armée protège la veuve et l'orphelin ». Combien d'orphelins en Irak après la première guerre du Golfe à votre avis ? Je vous le donne en mille... Aujourd'hui, plus aucun. L'embargo les a achevés.

Colomba, [Saint-Denis]

Télécom a en concession Côte d'Ivoire Télécom et le numéro 1 du portable ivoirien. L'activité économique dominante de la France en Côte d'Ivoire est assimilable au néocolonialisme. En effet la France via ces entreprises a la main mise sur les ressources du pays, exploite les travailleurs pour réduire les coûts de production, et récupère la richesse créée en Côte d'Ivoire car les profits reviennent au pays d'origine des entreprises. Ce pays ne peut donc se développer davantage et le déficit de l'Etat étant égal aux profits des entreprises privées moins la balance commerciale, ça ne va pas aller en s'améliorant. Tout cela se fait avec la complicité du gouvernement et l'intervention de l'armée française. L'instabilité n'est pas bonne pour l'économie et Chirac ne peut se permettre de voir s'installer un régime moins coopératif ou à la botte d'autres pays néocolonialistes dont les Etats-Unis sont le porte-drapeau.

Jean Philippe, [Brest]



Motion de la Direction nationale des JCR

LE GOUVERNEMENT CRS MÈNE UNE GUERRE COLONIALE EN CÔTE D'IVOIRE.

1. Jusqu'en septembre 2002, la Côte d'Ivoire était considérée comme le miracle économique africain, comme un pays en plein développement. Il s'agit surtout d'un petit paradis pour les entreprises multinationales, au premier rang desquelles les entreprises françaises. Bolloré, SNCF, France-Télécom, EdF-GdF, etc... ont mis l'économie ivoirienne en coupe réglée. L'ensemble des services publics a été privatisé et livré en pâture aux firmes multinationales. Dépossédé de son économie, le peuple ivoirien a été privé de toute possibilité de déterminer son propre sort. Il est aujourd'hui l'otage des industries françaises.

2. Désaisi de son économie, et pour museler toute opposition à cette évolution, le peuple ivoirien a également été dessaisi de toute possibilité d'expression. Avec le soutien des gouvernements français successifs, le code de la nationalité ivoirienne, basé sur le principe de l'« ivoirité », exclut la majorité de la population du Nord du processus électoral sous prétexte de « nationalité douteuse ». En puissance coloniale qui se respecte, la France soutient et protège les gouvernements qui servent ses intérêts, et ceux de ses entreprises. Elle ne se préoccupe jamais de ceux des populations.

3. En ce sens, chacun des acteurs de la scène politique est en lien avec l'un des réseaux de cette nébuleuse que constitue la « Françafrique ». Bédié et Gueï, proches de la droite, et Ouattara, homme de main de Bouygues, sont des symboles de cette dérive. L'actuel président Gbagbo demeure pour sa part le relais de l'Internationale Socialiste, comme en témoigne le soutien inconditionnel du PS à son égard. Ses volte-faces suite à l'accord de Marcoussis ne visent qu'à la conservation du pouvoir en jouant sur les confrontations entre impérialismes, dont l'Afrique est le théâtre récurrent. De même que dans les champs économique et militaire, l'ingérence française est permanente dans la sphère politique, ce qui permet à la France de légitimer un peu plus sa présence.

4. Le seul objectif de l'intervention militaire française, c'est de garantir les intérêts des multinationales françaises sur place. Déjà fortement présentes par l'existence de bases militaires, les forces françaises comptent aujourd'hui plus de 3 500 hommes. Dans le même temps, elle essaie, avec les accords de Marcoussis, de stabiliser le pays en organisant une répartition des pouvoirs entre les différentes factions politiques, financières et militaires, pour raffermir son hégémonie.

- Retrait immédiat des troupes françaises et démantèlement des bases militaires en Côte d'Ivoire.
- Non aux multinationales qui pillent le pays.

Le peuple ivoirien doit être maître de son destin !

L'OFFENSIVE IDÉOLOGIQUE COMME SUPPORT DE L'IMPERIALISME

La guerre imminente en Irak prends des allures de « guerre totale », en ce sens qu'elle mobilise tous les moyens à disposition des Etats entrant en guerre. Mais plus généralement, c'est une véritable offensive idéologique qui est menée par l'ensemble des « démocraties » occidentales depuis le 11 septembre 2001.

Trois types de discours servent leur cause, c'est-à-dire un déploiement global de leur modèle politique et économique. Le premier puise dans les références religieuses les plus fanatiques ; l'Occident incarnerait le « Bien » face à un ennemi maléfique, qualificatif autrefois réservé aux hérétiques ou – déjà – aux musulmans occupant le tombeau du Christ. Ce discours réactualisé devient obsessionnel dans les déclarations de l'administration américaine et pousse à un amalgame entre Islam-islamisme-terrorisme, stigmatisant ainsi l'ensemble des musulmans. D'autres Etats – comme la France – privilégient un discours certes plus laïque mais axé sur la supériorité d'un modèle soit disant démocratique. Mais avec la crise ivoirienne, l'équipe Chirac se posant en superarbitre et en donneuse de leçons de démocratie s'est révélée sous son vrai jour. Qu'importe la volonté populaire, ce qui compte c'est de sauvegarder les intérêts français dans la culture du café et du cacao, à grand renfort de régiments de

parachutistes.

Tout le discours sur la supériorité du modèle démocratique occidental est en effet indissociable de leur nature capitaliste. Tous ces gouvernements ne servent en fait que les intérêts d'une bourgeoisie transnationale plus soucieuse d'accroître ses profits par l'économie de marché et le libre-échange globalisé, que d'écouter les demandes des peuples du Monde entier. Cette volonté hégémonique est largement antérieure au 11 septembre, mais l'attentat du World Trade Center a fourni le prétexte idéal pour faire tomber les derniers obstacles à l'expansion sans limites du modèle capitaliste occidental, même si – comme on le voit aujourd'hui notamment au travers du bras de fer franco-américain sur la question irakienne – cela conduit à exacerber les antagonismes entre les puissances impérialistes. Toujours est-il que faire tomber les derniers obstacles idéologiques suppose le développement d'une répression tous azimuts.

Militarisation du Monde.

Une nouvelle fois, la région du Golfe persique est le théâtre d'un déploiement impressionnant



de forces ; rien que pour les Etats-Unis, 300 000 soldats et six porte-avions. Le leitmotiv de cette guerre annoncée est encore une fois l'instauration d'une démocratie en Irak et – comble du paradoxe – sa démilitarisation. Il est vrai qu'il serait difficile pour Bush d'admettre que les vraies raisons de l'offensive résident dans la richesse du sous-sol irakien et dans la préférence du régime de Saddam Hussein pour les compagnies pétrolières françaises et russes, laissant échapper aux compagnies américaines le prix du brut des deuxièmes réserves de la planète.

Ecraser les résistances nationales.

Israël – allié par excellence des Etats-Unis dans la région – n'est pas en reste dans l'utilisation

du prétexte terroriste. Sa volonté d'annexion définitive des territoires occupés en 1967 se matérialise un peu plus après chaque attentat-suicide, comme le dernier en date qui a fait quinze morts à Haïfa. Bombardement d'un camp de réfugiés à Gaza, bouclage total de la Cisjordanie... autant d'éléments qui permettent à la fois d'anéantir le potentiel de résistance du peuple palestinien tout en dégagant les espaces nécessaires à la colonisation des Territoires et à l'accaparement des ressources en eau. Mais il paraîtrait qu'Israël serait la seule démocratie du Proche-Orient !

Flicage de la société.

En France comme dans nombre de « démocraties », le bleu marine est à la mode. Seul service public à bénéficier d'une augmentation significative de moyens, la police se trouve en plus renforcée par un arsenal d'articles de lois à teneur hautement répressive. La cible ? Sans doute tous ces « apprentis terroristes » qui vivent dans les quartiers les plus délabrés, croissant en marge de la société et privés

d'avenir. Le contenu ultra-sécuritaire de l'offensive idéologique est révélateur du projet de société occidental : permettre à une minorité de jouir de ses richesses sans être emmerdée par des hordes de jeunes au faciès peu catholique.

Atteinte aux droits sociaux et syndicaux.

L'Union européenne présentée comme un modèle de stabilité démocratique et pacifique s'est empressée au lendemain du 11 septembre de redéfinir la notion de terrorisme et d'adopter une série de dispositions légales. Dès lors, tout acte d'occupation d'un bâtiment public ou de destruction d'un bien est considéré comme du terrorisme. La cible ? Les « syndicalo-terroristes » qui ne reculent devant rien ; occupation d'un bâtiment administratif, d'une usine, destruction d'un champ d'OGM. Il suffit de voir pour s'en convaincre, la pluie de condamnations qui pleut dernièrement en France sur des syndicalistes – tel que José Bové.

Le rôle des médias.

En France, 85 % de la presse écrite est aux mains des groupes industriels d'armement. Ce n'est sans doute pas une coïncidence au regard du rôle de tous les grands médias de la planète, comme au Venezuela où les médias télévisuels sont les acteurs incontournables des diverses tentatives de coup d'Etat visant à détruire la dynamique de participation populaire (suivie d'effets positifs tangibles pour la classe laborieuse) enclenchée par le gouvernement Chavez. La liberté de la presse – grande valeur de l'Occident – est surtout celle des grands magnats qui n'ont d'autres intérêts que ceux de la bourgeoisie à laquelle ils appartiennent.

Leïla et Jérôme, [Aix-Marseille]

LE TOTALITARISME DE LA MARCHANDISE

Le contexte de l'après-guerre permit au capitalisme occidental de connaître une période de forte croissance : reconstruction d'infrastructures, aide états-unienne avec le Plan Marshall, arrivée massive de main-d'œuvre immigrée payée au rabais, tout cela permit au Grand Capital d'entrer dans une phase d'expansion qui, en France, se traduisit par les "Trente glorieuses" (1945-1975) : les gains étaient tels que la bourgeoisie pouvait concéder des avantages à la classe ouvrière (comme la sécurité sociale) au lendemain de la seconde guerre mondiale, afin de conserver intacte la concorde nationale.

La fin des « Trente glorieuses », c'est justement les débuts de la récession,

et la bourgeoisie ressent la nécessité de revenir sur les acquis sociaux afin de « restaurer » un taux de profit devenu trop faible. C'est pourquoi elle se réorganise politiquement et met en place les premières politiques « d'austérité ». Reagan arrive au pouvoir aux Etats-Unis en même temps que Thatcher en Grande-Bretagne, aux débuts des années 80. La contre-révolution libérale est en marche, et les pays gouvernés par la gauche n'y échappent pas, comme le montre le tournant de l'austérité entrepris en France sous Mitterrand en 1983.

Avec des chronologies différentes suivant les pays, on observe plusieurs effets de cette austérité : un durcissement des conditions de travail et la remise en cause de certains acquis, à commencer par la sécu. Mais la plus grande offensive se porte alors, dans une écrasante majorité des pays occidentaux, sur le secteur public. Pour faire face à la récession du capital, il devient nécessaire de « dépouiller » les Etats des entreprises dont ils assument la gestion. Les années 80 sont donc les

années des premières privatisations, véritable bradage des biens publics au profit de la bourgeoisie. Avec la chute du Mur, ce processus s'applique avec une brutalité encore plus extrême dans les pays néoconservateurs d'Europe de l'Est.

C'est donc dans ce double contexte d'un système capitaliste, à bout de souffle du point de vue de la croissance, mais paradoxalement triomphant à l'échelle de la planète, que la possibilité de faire de secteurs traditionnellement publics des objets de commerce, comme la santé et l'éducation, devient concrète. Dans les pays occidentaux, avec des budgets constamment revus à la baisse pour les écoles et les hôpitaux, on prétend qu'il devient incontournable de faire appel au privé pour faire face. Et pendant qu'on théorise sur les bienfaits que la privatisation de ces secteurs pourrait apporter, à grands coups de Jean-Marc Sylvestre dans nos mirettes, chacun fait ses comptes en bavant sur les juteux marchés qui pourraient s'ouvrir si les systèmes publics d'éducation et de santé ne devenaient que des « acteurs économiques » comme les autres... ! La boucle est bouclée, circulez, y a rien à voir !

D'autant plus que, mondialisation oblige, cette logique de marchandisation s'applique à marche forcée dans les pays du Sud et d'Europe de l'Est, à grands coups de plans d'ajustement structurel made in FMI, et depuis 1995, avec la participation active de l'Organisation mondiale du commerce, dont l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS) rend explicite la nécessité de faire de la santé et de l'éducation des marchandises en puissance. L'OCDE, qui tenta d'imposer l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) il y a quelques années, accord qui plaçait les Etats dans l'obligation de dédommager les multinationales en cas de conflit social, est également un autre acteur de cette mondialisation économique. Avec les débats plus récents sur le brevetage du

vivant (qui permettrait à une firme de s'approprier une plante ou une espèce) et sur la propriété intellectuelle (voir la question des médicaments génériques), cette marchandisation du monde paraît sans fin.

Mais dans l'intérêt de qui s'effectue-t-elle ?

Des différentes bourgeoisies, bien sûr, qui se livrent ici un combat sans merci, guettant sans cesse la moindre possibilité de s'introduire dans un nouveau marché au détriment de ses concurrents, quitte à faire de la surenchère comme le montre le cas des fonds de pension aux Etats-Unis. En tous cas, pas des populations, qu'elles soient du Nord ou du Sud. Car les premiers à trinquer de cette marchandisation du monde sont et seront les classes populaires. Et cela ne s'apparente malheureusement en aucun cas à de la science-fiction : les Etats-Unis, pays où les plus pauvres s'achètent de quoi se soigner les dents au supermarché faute de pouvoir aller chez le dentiste, et où ils apprennent à lire à l'école avec des bouquins estampillés McDo ou Coca, sont l'archétype des sociétés qu'on nous construit ici. Franchement inquiétant, non ?

Hervé, [Lyon]

LE MIRAGE D'UNE SOI- DISANT « COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE »

Il est des expressions heureuses, couramment utilisées par la presse, qui ne souffrent d'aucune discussion. Qui ne s'est déjà pas demandé qui était cette fameuse « opinion publique » qu'on dit obsédée par l'insécurité et les violences routières ? Qui ne s'est pas étonné d'apprendre que les Français baignaient dans le bonheur, avaient retrouvé « la confiance », à la faveur d'indices de consommation en hausse, comme si la joie de vivre pouvait se mesurer par le nombre de voitures et de machines à laver ?

Il est des expressions heureuses, répétées à l'envi par les médias, dont on ne doute plus de la véracité, comme si leur sens allait de soi... Et ainsi en est-il de cette auto-proclamée « communauté internationale » dont on nous rabâche les prises de positions, à chaque tension, à chaque conflit dans le monde. Simple confusion ou représentation voulue des relations internationales qui légitime les conceptions impérialistes ?

Car qui constitue cette fameuse « communauté internationale » aujourd'hui ?

Difficile de répondre de façon claire, si ce n'est en l'associant à l'ONU, dont elle reste la projection institutionnelle... En revanche, il est impressionnant de constater à quel point cette « abstraction » peut avoir un avis sur tout, et surtout de voir quand elle les exprime : la « communauté internationale » découvre, au lendemain du 11 Septembre, le traitement réservé aux femmes afghanes, alors que les Talibans sévissent déjà depuis plusieurs années, dans le silence coupable de l'Occident ; de même qu'elle ne s'inquiète du sort des Palestiniens que lorsque la situation au Moyen-Orient s'embrace et qu'il devient nécessaire de « calmer le jeu ». Aujourd'hui, on peut se demander en quoi la communauté internationale se préoccupe du sort des Irakiens, des Tchétchènes ou des Ivoiriens. N'est-ce pas prétendument au nom des premiers que l'on fait silence sur la situation des seconds, sacrifiés sur l'autel de l'alliance des pays soi-disant pacifistes (la France et la Russie...)?

La « communauté internationale », présentée comme l'ensemble des Etats bien-pensants et

bien intentionnés, soucieux de démocratie et de libertés, n'exprime en fait que le consensus des Etats les plus puissants qui, au nom de leurs intérêts économiques et politiques, désignent du doigt les « mauvais élèves » qui tenteraient de changer la donne. En aucun cas cette communauté ne saurait représenter les intérêts des populations mondiales. Car même lorsque cette communauté se présente divisée, comme aujourd'hui autour de la guerre en Irak, ce n'est pas au nom d'un idéal de progrès et d'humanisme. Ces divisions, ce sont avant tout l'expression des objectifs inconciliables et contradictoires des uns et des autres. Pour nous, c'est clair : cette communauté-là, ce n'est décidément pas la nôtre !

Hervé, [Lyon]

LA LISTE DES INTERVENTIONS MILITAIRES AMÉRICAINES DEPUIS 1989

(extrait de la liste dressée par Zoltan Grossman, disponible sur le site de la section belge de la IV^{ème} Internationale : http://www.sap-pos.org/fr/international/ameriquedunord/interventions_americales.htm).

- LIBYE 1989 Jets de la marine, deux jets libyens abattus.
- ILES VIERGES 1989 Troupes, St. Croix : émeutes noires après l'assaut.
- PHILIPPINES 1989 Jets, couverture aérienne fournie au gouvernement contre éventuel coup d'Etat.
- PANAMA 1989-90 Troupes, bombardement, le gouvernement nationaliste est destitué par 27.000 soldats, les dirigeants sont arrêtés, 2000 morts et plus.
- LIBERIA 1990 Troupes, les étrangers sont évacués durant la guerre civile.
- ARABIE SAOUDITE 1990-91 Troupes, jets, l'Irak est contré après son invasion du Koweït ; 540.000 hommes stationnés à Oman, au Qatar, à Bahrain, dans l'UEA, en Israël.
- IRAQ 1990-? Bombardements, troupes, marine, blocus de l'Irak et des ports jordaniens ; 200.000 morts et plus lors de l'invasion de l'Irak et du Koweït, zone d'interdiction de vol sur le Nord kurde, sur le Sud chiite, destruction à grande échelle des équipements militaires irakiens.
- KOWEÏT 1991 Marine, bombardements, troupes, la famille royale du Koweït est réinstallée sur le trône.
- LOS ANGELES 1992 Troupes, l'armée et les Marines sont déployés contre les émeutes antipoliciaires.
- SOMALIE 1992-94 Troupes, marine, bombardements, l'occupation des Nations unies durant la guerre civile : sous la direction des USA, raids contre une faction de Mogadiscio.
- YOUGOSLAVIE 1992-94 Marine, blocus de l'Otan contre la Serbie et le Montenegro.
- BOSNIE 1993-95 Jets, bombardements, zone d'interdiction de vol surveillée durant la guerre civile ; avions abattus, bombardements des Serbes.
- HAITI 1994-96 Troupes, marine, blocus contre le gouvernement militaire, les troupes réinstallent le président Aristide trois ans après le coup d'Etat.
- CROATIE 1995 Bombardements de la Krajina, les aérodromes serbes attaqués avant l'offensive
- ZAIRE (CONGO) 1996-97 Troupes, Marines dans les camps de réfugiés hutu, dans la zone où commence la révolution.
- LIBERIA 1997 Troupes, soldats sous le feu durant l'évacuation des étrangers.
- ALBANIE 1997 Troupes, soldats sous le feu durant l'évacuation des étrangers.
- SOUDAN 1998 Attaques par missiles d'une usine pharmaceutique supposée être une usine névralgique 'terroriste' de fabrication de gaz. Plus de 30.000 civils tués. Les USA bloquent l'enquête de l'ONU au Conseil de sécurité des Nations unies.
- AFGHANISTAN 1998 Attaques par missiles contre les anciens camps de la CIA utilisés par les intégristes musulmans supposés avoir attaqué des ambassades.
- IRAQ 1998-? Bombardements, missiles, quatre jours de frappe aériennes intensives après que les inspecteurs de l'armement soupçonnent les Irakiens de faire obstruction.
- YOUGOSLAVIE 1999-? Bombardements, missiles, lourdes frappes aériennes de l'OTAN après que la Serbie refuse de se retirer du Kosovo.
- YEMEN 2000 Marine, attentat suicide à la bombe contre le navire USS Cole.
- MACEDOINE 2001 Troupes, les troupes de l'OTAN se déplacent et désarment en partie les rebelles albanais de l'UCK.
- ETATS-UNIS 2001 Jets, marine, réponse aux attentats sur détournements.
- AFGHANISTAN 2001 Mobilisation massive des Etats-Unis pour attaquer les taliban et Bin Laden.

«Travailleurs de tous les pays, unissez-vous!»

RIPOSTES SOCIALES CONTRE L'OFFENSIVE DE LA MONDIALISATION CAPITALISTE

Depuis la fin de l'année 2002, les résistances sociales se développent partout dans le monde. Des travailleurs et des jeunes s'organisent et luttent contre la guerre de destruction sociale menée par le FMI, le patronat et les gouvernements.

Les dockers américains contre Bush :

En octobre-novembre 2002 les activités des ports de la côte Ouest des Etats-Unis ont été paralysées pendant onze jours par un conflit qui oppose l'Association maritime du Pacifique (organisation de patrons et d'armateurs) aux dockers. Les dockers craignent que l'automatisation du transport de conteneurs n'entraîne la suppression de 600 emplois. A la demande de l'administration américaine, la justice a décidé la réquisition des 10 500 employés des ports. Bush casse la grève avec la menace de l'intervention de l'armée au nom de la sécurité nationale.

Les travailleurs du bâtiment en Suisse :

Fin 2002 en Suisse, 15 000 travailleurs du bâtiment ont fait grève pour la retraite à 60 ans et il s'agit-là de la plus grande grève dans le pays depuis 55 ans. Les syndicats protestent contre la non-application d'un accord sur l'introduction progressive de la retraite à 60 ans dans le bâtiment. En Suisse l'âge de la retraite est de 65 ans pour les hommes et 64 ans pour les femmes. Des manifestations ont eu lieu avec parfois l'arrestation de militants syndicaux par la police, ou des prises d'identité des travailleurs qui sont en grand nombre étrangers, frontaliers ou saisonniers. Dans bien des endroits, les patrons ont lock-outé leurs employés, apposant dans de nombreux chantiers des panneaux «Stop, grève interdite». La grève a été considérée comme illégale par les autorités et les manifestations n'ont pas été autorisées. Pourtant, la journée nationale de grève du 4 novembre qui prolongeait les grèves de septembre et d'octobre a touché des centaines de chantiers dans tout le pays et se prolongeait même le lendemain dans le canton du Tessin

Lutte des pompiers anglais :

En décembre 2002, les pompiers anglais sont entrés en lutte pour une augmentation de salaires de 40 %, exigeant leur dû sans craindre de s'opposer à la pensée unique de l'austérité salariale. Ce mouvement très populaire en Angleterre a culminé avec une manifestation de 20 000 travailleurs à Londres le

8 décembre dernier. Blair, fidèle à son image de bon soldat de l'impérialisme, a fait intervenir l'armée en menaçant de réquisitionner leurs véhicules en cas de nouvelle grève, de priver les pompiers du droit de grève mais aussi de sanctionner les conducteurs du métro londonien qui avaient refusé de travailler faute de sécurité dans les tunnels en cas d'incendie. Blair craint en cédant aux pompiers d'encourager le mécontentement grandissant des salariés anglais face aux détériorations de leurs conditions de vie.

Grève générale au Portugal :

Le gouvernement de droite issu des élections de mars dernier mène une attaque en règle contre les travailleurs, politique qui est la continuation de celle du précédent gouvernement socialiste. En ligne de mire : le code du travail, les retraites, la Sécurité sociale, la Santé et l'Éducation nationale. Face à cela la grève générale appelée le mardi 10 décembre 2002 par la CGTP, la principale confédération syndicale portugaise a été un succès. Dans le transport aérien, les chemins de fer, le textile, la métallurgie et la chaussure, près de 90 % des salariés ont participé au mouvement. Lors de cette grève, la CGTP a refusé un service minimum dans les transports et le secrétaire d'État au Travail l'a accusée de «terrorisme social».

En Espagne, pétrole partout, démocratie nulle part :

Alors que se prépare une guerre pour le pétrole en Irak où l'Espagne ne cache pas ses volontés belliqueuses, le naufrage du «Prestige» a plongé les côtes atlantiques dans le mazout. Bien entendu la population demande des comptes mais rien n'oblige ses chers politiciens à prendre de réelles mesures.

Depuis le naufrage, le peuple espagnole s'organise et ne relâche pas la pression sur les autorités. Le dimanche 1^{er} décembre, ce sont 200 000 personnes qui ont manifesté



dans les rues de St Jacques de Compostelle pour dénoncer l'incapacité des autorités. Le 23 février, c'est plus d'un million de personnes qui se sont retrouvées dans les rues de Madrid derrière le slogan «Nunca mas» «plus jamais». La seule réponse du gouvernement a été l'engagement grandissant de l'Etat espagnol dans le conflit irakien...

Révolte des travailleurs de Guadeloupe et de la Réunion :

En Guadeloupe les travailleurs communaux sont en grève depuis un mois. Si au début de la grève toutes les mairies ont été touchées, aujourd'hui les services de 24 municipalités sur 34 restent encore paralysés. Les travailleurs des trois communes de l'île de Marie-Galante sont entrés en grève à leur tour lundi 17 février. La revendication principale est l'embauche définitive des jeunes embauchés à titre précaire. Leur contrat arrivant à expiration ce mois-ci, les jeunes «précaires» n'entendent pas rejoindre les 30 % de chômeurs que compte la Guadeloupe. L'autre revendication importante est le respect de toutes les dispositions du statut des agents des collectivités territoriales. Pour l'instant donc, les grévistes maintiennent leur combat. Les cantines scolaires ne fonctionnent plus. Les ordures s'amoncellent ici et là. Le vendredi 14 février, ils étaient plusieurs centaines à la grande manifestation syndicale unitaire contre la politique du gouvernement Raffarin, pour l'emploi, contre les attaques sur les retraites.

Sur l'île de la Réunion, 8 000 travailleurs sont descendus dans la rue contre la politique de Chirac Raffarin le 21 février. Des



emplois jeunes, des travailleurs des docks, de La Poste, des Télécom, d'EDF, de l'Education nationale, du bâtiment, de la santé, mais aussi des chômeurs se sont donc retrouvés. Cela faisait longtemps que l'on n'avait pas vu une telle manifestation dans les rues de Saint-Denis. Les manifestants réclamaient un emploi pour tous, la transformation des contrats précaires en emplois permanents, la retraite à 60 ans au bout de 37,5 ans de cotisation. Tous s'opposaient en revanche aux privatisations des services publics et à la décentralisation, synonyme de moyens financiers en baisse, voire de diminution des salaires pour les ATOS par exemple.

Grève générale au Nigéria contre l'augmentation du prix de l'essence :

La grève générale de cinq jours a paralysé le pays à la suite de la décision gouvernementale d'augmenter de 50 % le prix de l'essence. Elle s'est achevée par de plates excuses du gouvernement et l'engagement de limiter finalement la hausse des carburants à 10 %.

Emeute en Bolivie :

Mercredi 12 février, le gouvernement bolivien pour satisfaire les exigences du FMI voulait réduire le déficit budgétaire en imposant un nouvel impôt de 12,5 % sur le salaire des 750 000 fonctionnaires dont les policiers. Le mouvement lancé par les étudiants est rejoints par les forces de police ripostant à l'armée chargée de disperser la manifestation. Après une journée d'émeute, le projet

du FMI est abandonné.

Grève générale en Algérie :

Le 25 et 26 février, l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens), unique centrale syndicale, appelle les travailleurs algériens à 2 jours de grève générale contre la politique libérale de Bouteflika qui veut entre autre privatiser l'industrie pétrolière (on comprend mieux la visite du super VRP Chirac !).

La privatisation n'est pas la seule cause de cette grogne sociale. La pauvreté a gagné du terrain. Selon le CNES (Conseil économique et social), un tiers des Algériens vit avec à peine 6 000 dinars par mois (86 euros). Pour autant, le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que de décider de nouvelles hausses - téléphone, lait, semoule, transports.

Le 25 février c'est des milliers d'entreprises à l'arrêt, un ciel sans avion, ni bus public ni train, pas de journaux, des guichets de banque fermés, une administration aux abonnés absents...

La réussite est totale dans la fonction publique (administration, enseignement, santé) et les entreprises contrôlées par l'Etat. Symboles du secteur privé, des firmes comme Coca-Cola ou Pepsi-Cola ont été paralysées, tout comme le complexe sidérurgique d'El Hadjar, sur la côte est.

Selon les chiffres diffusés par l'UGTA, l'activité économique du pays, tous secteurs confondus, était paralysée à 90 %, la palme revenant à la Kabylie, une région traditionnellement frondeuse.

Cependant la direction de l'UGTA veut main-

tenir sous contrôle le révolte de la population marocaine. Nulle marche, nul défilé n'accompagnent le mouvement. C'est à la fois le fruit du régime de la loi d'exception sous lequel vit l'Algérie et le choix de responsables syndicaux soucieux de ménager le pouvoir dictatorial de Bouteflika. C'est pour les mêmes raisons que le secteur des hydrocarbures n'est pas touché par la grève. « On sait faire la part des choses. Nous voulons tranquilliser les clients de l'Algérie », reconnaît le secrétaire général de la centrale syndicale.

Campbell, [Bordeaux]

LES ENJEUX ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE CONTRE L'IRAK

Début janvier 2003, tous les analystes des marchés financiers et tous les supporters de l'économie capitaliste s'accordaient sur un constat : « l'année 2003 ne peut pas être pire que 2002 ! ». Ben voyons... Pour les capitalistes, la pauvreté et la misère peut se généraliser sur toute la planète, cela n'est pas vraiment un problème : puisque c'est toujours un moyen de faire des profits !

Pourtant la situation économique reste instable, malgré toutes les prévisions optimistes, il est fort probable que la crise économique s'aggrave. La guerre en Irak joue un rôle clef là dedans de plusieurs façons différentes.

L'optimisme des investisseurs financiers est alimenté par l'optimisme des gouvernements. Un gouvernement qui fait face, reste stable, inspire confiance aux investisseurs. C'est pour cela que l'épreuve de force engagée par l'administration américaine est décisive et qu'elle ne peut pas renoncer. Bush Blair peuvent être ralentis. Mais s'ils renonçaient, tous les investisseurs qui ont misé sur le

déclenchement de la guerre perdraient énormément. C'est pour cela que tout élément d'incertitude (comme par exemple le prolongement des inspections de l'ONU provoque des réactions agitées sur les marchés financiers). Début février un analyste financier confiait au journal Le Monde : « Nous attendons tous depuis plusieurs semaines déjà la remise du rapport des inspecteurs de l'ONU. La pire nouvelle qui puisse en sortir pour les marchés, [...], c'est un délai supplémentaire pour les inspecteurs »

De la guerre militaire à la guerre sociale.

De même, on retrouve ce lien entre la croissance économique et la guerre en Irak dans les propos du directeur du Fond Monétaire International, Horst Köhler, qui avait affirmé « qu'une action de courte durée circonscrite à l'Irak, aurait probablement un impact limité sur la croissance », voire même un « impact positif » !

Pour les classes dirigeants, la guerre en Irak

peut être l'occasion d'assurer leur domination, mais cela peut aussi provoquer une crise internationale, sociale et politique très grave, qui durera des années. Car à la question de la guerre se conjugue une vague mondiale de licenciements absolument hallucinante. La nécessité de faire sans cesse plus de profits amène les entreprises à réduire leur coûts : les salaires, les conditions de travail, le nombre de personnels employés, la sécurité, le respect de l'environnement... Et cela ne peut que s'aggraver dans les mois qui viennent. La guerre en Irak peut donner un nouveau souffle à l'économie mais cela risque même de n'être pas suffisant.

Michael Harnett, spécialiste stratégique de Merrill Lynch explique que « s'il y a une résolution de la crise irakienne le marché boursier montera, mais ce ne sera pas suffisant pour que l'année soit positive. » et il ajoute « Nous vivons une période anormale. La guerre au terrorisme, avec ou sans l'Irak va continuer. »

Rivalités entre grandes puissances.

Une des choses les plus évidentes et qui est pourtant peu relevée dans les médias, c'est que la division des gouvernements entre « pro guerre » (Etats Unis, Angleterre...) et « pro inspections » (France, Russie, Allemagne) correspond exactement à des positions stratégiques dans l'accès au pétrole irakien.

général de l'exploitation-production de Total, expliquait en effet que : « La guerre du Golfe en 1990-1991, a interrompu nos discussions. Nous les avons relancées en 1992 et travaillé avec l'idée de signer un accord applicable quand l'embargo serait levé. »

Pour les Etats Unis, il est donc indispensable de provoquer une guerre, puisqu'ils n'ont pas les moyens d'armer une force de « résistance » interne au pays, comme ils ont pu le faire

un accord (non signé) pour exploiter le plus important gisement irakien, celui de Majnoon, d'un potentiel de 10 à 30 milliards de barils, tandis qu'Elf exploiterait celui de Bin Umar. Ces deux gisements sont tous proches de Bassorah, non loin du seul terminal maritime du pays sur le Golfe Persique. Les pétroliers russes et chinois eux, par contre, ont déjà signé des contrats d'exploitation.

En fait des dizaines de compagnie sont entrés



Le président et le vice président américain, Bush et Cheney, tous deux issus de l'industrie pétrolière, ont gardé de nombreux liens avec elle et connaissent très bien l'enjeu des gisements irakiens. Un expert pétrolier explique que « le coût d'un baril de la mer Caspienne oscille entre 7 et 8 dollars, le brut irakien coule pour environ 70 cents ». Si l'embargo de l'ONU sur l'Irak était levée dans la situation actuelle, sans changement de régime politique, les compagnies américaines seraient en très mauvaises positions pour pouvoir exploiter le pétrole irakien. Pour la compagnie pétrolière Total, la situation est différente, Christophe de Margerie, directeur

à de nombreuses reprises pour provoquer des coup d'Etat et imposer leur influence. La poursuite des inspections est donc un obstacle à la stratégie américaine et c'est le seul moyen pour les autres Etats (France, Russie, Chine) de préserver leurs intérêts dans la région. Cela a peu à voir avec la survie du peuple irakien puisque tous étaient de toutes façon d'accord (Chirac compris) pour renforcer l'embargo de l'Onu fin décembre 2002 (qui a fait plus d'un million de morts en 10 ans).

Un pillage organisé.

La compagnie pétrolière Total aurait conclu

en discussion avec les autorités irakiennes, venus de multiples pays : Algérie, Turquie, Viet Nam, Japon, Royaume Uni, Espagne, Italie... Tous convoitent les gisements pétroliers irakiens qui s'élevaient à plus de 100 milliards de barils de brut. Les patrons savent qu'il n'y a aura pas de place pour tout le monde et qu'il faut être arrivé le premier pour être servi. D'où la nécessité de s'appuyer sur les Etats, et leurs forces armées, pour étendre leur influence dans la région.

Traditionnellement, les compagnies pétrolières s'accordent entre elles pour se répartir les champs d'exploitation et fixer les prix. Mais la concurrence devient de plus en plus agressive. La rivalité France - Etats Unis ne date pas de l'Irak. La compagnie Total avait déjà défié les Etats Unis en signant un contrat gazier en Iran, avec le Russe Gazprom. Les compagnies américaines en étaient alors empêchées par une loi américaine qui interdit tout financement dans ce pays accusé de terrorisme... La guerre contre l'Irak n'est qu'une étape du nouveau partage du monde qui est en train de se dessiner.

François, [Rouen]





CONTRE LES SAIGNEURS DU MONDE, CONTRE LE G8

Le G8, qui regroupe les huit plus grandes puissances impérialistes du monde, se réunit début du 1^{er} au 4 juin à Evian. Ils vont y discuter de la dette du Tiers-Monde, de la répartition des sources d'eau et sans doute, dans les couloirs ou non, de bien d'autres thèmes concernant le partage du monde et de ses ressources. Quand on voit la concurrence à laquelle se livrent ces puissances actuellement autour de la question de l'Irak, et surtout pas sur des motifs démocratiques ou humanitaires, le G8 ne risque pas d'être une réunion où les grandes puissances vont faire preuve de générosité envers les pays pauvres et leurs populations. Au contraire, étant donnée la situation internationale, il risque plutôt d'être une réunion de répartition officielle des sphères d'influence dans des régions comme le Moyen-Orient.

Pour nous, le G8 peut être, après les mobilisations de Gênes ou Florence, une nouvelle occasion de dénoncer les dirigeants du monde, qu'ils le dirigent par le biais de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce, de l'ONU ou bien sûr du G8. La mobilisation contre le G8 sera même sans doute la plus importante manifestation contre la guerre de toute l'histoire. A Florence, ce sont un million personnes qui se sont mobilisées. Mais, en cas de guerre, ce seront sans doute plusieurs millions de personnes, notamment de Grande-Bretagne, d'Italie et de l'Etat espagnol qui répondront à l'appel.

Pour continuer à faire avancer la puissante révolte qui se met en place contre nos dirigeants, de mobilisations en mobilisations, l'enjeu est aussi que le G8 soit une étape pour constituer localement, des embryons d'auto-organisation et de contestation de l'ordre existant. Nous serons guidés par les exemples de l'Italie, où ont fleuri après Gênes des Forum sociaux locaux dans les villes, les quartiers, les facs ; et de la Grande-Bretagne, où se mettent actuellement en place des comités locaux de construction de la mobilisation contre la guerre et contre le gouvernement.

D'ici juin, la mobilisation dépendra

essentiellement de la construction de la résistance contre la guerre, qu'elle soit au final menée par les Etats-Unis, la France ou l'ONU, séparément ou ensemble ; et des diverses mobilisations sociales contre la politique du gouvernement. A Angers, les 22 et 23 avril, le G8 environnement sera aussi une étape de la mobilisation. Soyons-y tous pour protester contre

un partage des richesses naturelles qui se fait toujours au profit des patrons et des puissances impérialistes, comme le prouve la guerre qui se prépare en Irak !

Antoine, [Argenteuil]

OGM L'OFFENSIVE CONTINUE

71% des Européens refusent les OGM⁽¹⁾. Ceci n'a bien sûr pas empêché notre chère ministre de l'environnement de se prononcer pour la levée du moratoire de 1999 après l'avis avisé en décembre de « spécialistes scientifiques » considérant une réglementation sur les OGM (y compris sur leur étiquetage) comme « de nature à freiner les investissements ».

Une levée préméditée. Cette décision s'appuie sur l'entrée en vigueur depuis le 17 octobre de la directive 2001/18/CE (votée en mars 2001), qui a pour seul rôle, sous prétexte de durcissement des lois, de « contribuer à lever le moratoire de fait sur la commercialisation des OGM ». Le principal point de ce fameux durcissement est l'introduction d'un seuil (0.9%) au-delà duquel une étiquette devra signaler la présence d'OGM ; en-dessous de ce seuil on pourra par contre trouver toutes sortes d'OGM (ce qui permettra notamment de légitimer leur présence en nous mettant devant le fait accompli), même s'ils ont été déclarés dangereux. Le contenu de ces étiquettes sera de plus très souples (mot très apprécié du patronat), tout d'abord parce qu'elles ne concerneront pas des animaux nourris aux OGM par exemples, mais surtout parce qu'elles n'auront pas besoin d'être vraies : il y a quelques mois par exemple, on a trouvé pas moins de 109 lots de semences de maïs contaminées par des OGM sur

un échantillon de 447 lots étiquetés « sans OGM » (d'après les chiffres du ministère de l'agriculture !).

Une proposition de levée du moratoire nous sera donc imposée très prochainement (au plus tard en avril) dans la continuité de cette directive. Si elle est adoptée, la mise sur le marché d'OGM ne dépendra plus que d'un avis de la Commission du Génie Biomoléculaire, qui jusqu'à présent a autorisé 18 OGM (ainsi qu'environ 500 autorisations d'essai) et n'a formulé aucun refus. Il faut dire que cette commission ne comprend que 3 personnes (sur 18) censées nous représenter : un représentant d'association de consommateur, un pour la protection de l'environnement et un pour la production agricole... Et ces personnes ne sont bien sûr pas nommées au hasard.

Les lobbies agro-alimentaires important plus que l'opinion des masses aux yeux des gouvernements, l'issue de ce combat du profit contre les agriculteurs, les consommateurs, les pauvres (qui seront les premiers à manger des OGM), etc. Ne dépendra que de notre capacité d'action et d'unité ; capacité qui peine encore à se développer...

Julien, [Metz]

(1) Sondage Eurobaromètre 2001

PREMIÈRE « COMPIL » DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

30 mars 2003, Journée de la Terre (*) sort la première compilation franco-palestinienne de solidarité avec le peuple palestinien et de soutien à ses musiciens. Co-production de l'association Conscience et Culture et du Tactikollectif. Noir Désir, Manu Chao, Sergent Garcia, Aïcha Redouane, IV My people, Mei Teï Sho, Zebda, Baobab... une vingtaine de groupes, chanteurs français, d'origines diverses, aux styles hétéroclites, côtoient les artistes palestiniens les plus en vue et à découvrir tels que Sabreen, Rim Banna, Adel Salameh, DAM, etc. Un double CD témoignage collectif de solidarité avec tout un peuple dont les bénéficiaires iront au soutien de projets d'échanges culturels avec la Palestine, ses enfants, ses camps de réfugiés.

(*) Le 30 mars 1976, six Palestiniens citoyens d'Israël sont abattus par l'armée israélienne lors d'une journée de protestation contre la confiscation de leurs terres. Depuis, la « Journée de la terre » commémore chaque année l'événement.

Souscription en prévente, 17 euros, inclus frais de port [associations de soutien au peuple palestinien contactez Amina à l'adresse électronique de conscience-et-culture@wanadoo.fr pour achat groupé et prix « associations »]

Conscience et Culture
c/o librairie Envie de Lire
16 rue Gabriel Peri
94200 Ivry s/seine
conscience-et-culture@wanadoo. Fr
Deux soirées de lancement de la compilation prévues sur Paris:

- Jeudi 27 mars, Baobab (reggae) invite la Palestine à la Flèche d'Or (20^e arrdt)
- Dimanche 30 mars, co-organisée par l'Association des Palestiniens en France et Conscience-et-Culture, Jour de la Terre à la Maroquinerie (20^e arrdt)



Flicage télévisuel ou « France 2 en guerre »

Cela fait longtemps que je ne me fais plus d'illusions sur le service public d'information ni sur la qualité de ses émissions. Je m'attendais donc à un programme dégoulinant de bonnes intentions, façon «cadeau de Noël du gouvernement à la France d'en bas», traduisez du langage de nos dirigeants : un conte pour benêts à la petite morale écœurante ou un divertissement imbécile. Il n'en fut rien. France 2 a consacré la soirée à rendre un hommage vibrant de larmes patriotiques (aussi connes que réelles hélas) à notre porte-avions national : «l'incomparable, le gigantesque Charles de Gaulle».

Super-effets techniques de son et lumière, à grands renforts de projecteurs aveuglants et de sono hurlante, mouvements de caméra vertigineux censés justement nous donner le vertige devant la grandeur de sa majesté le Charles de Gaulle. Mise en scène clinquante : arrivée des artistes en hélicoptère façon «débarquement sur le porte-avions» dans une envolée de frous-frous puis entrée «en direct» (différé) par l'ascenseur-plateforme qui fait descendre la scène du ciel devant les spectateurs ébahis. Une scène immense pleine de paillettes en plastique, des vedettes du sport et de la télé venues tout spécialement cautionner les missions de l'armée française dont ils ignorent la plupart du temps jusqu'aux objectifs, et une tripotée de connes et de pouilleux médiatisés venus chanter (ô bonheur!) des tubes ineptes dont on a oublié la mélodie 15 secondes après, le tout dans une ambiance de chauvinisme navrant jusqu'à l'apothéose : un «ave maria» en play-back par un baryton de merde, sûrement pour bénir la future mission irakienne..

Désinformation.

Au total beaucoup de poudre aux yeux sur le service public de distraction..

Mais de la poudre à canon alors attention. Il paraît que le Charles de Gaulle est «le porte-avions chéri des français» c'est Michel Drucker qui l'a dit. Il semble plus exact de dire que cette émission a été réalisée pour que le Charles de Gaulle devienne le «porte-avions chéri des français» et non parce qu'il l'est. Mais c'est tout naturellement que les spectateurs vont intégrer cette affirmation du présentateur. On a également droit à une visite guidée du bateau par Franck Dubosc (il doit être rémunéré à la mesure de son imbécillité : grassement) ce qui nous permet de savoir qu'il y a une infirmerie et un immense congélateur, des salles de sport etc. Tout de suite on se sent plus informés. Mais Michel Drucker lui, utilise toutes ces informations pour forger l'image d'une «véritable petite ville flottante» d'une «communauté étonnante» j'en passe et des plus connes.. Et, comble du démagogique et de l'anecdotique, pour donner un «visage humain» à cette machine de guerre Drucker fait défiler autour de lui des membres d'équipage à qui il pose quelques questions, de «quel est le rôle de l'association sportive sur le bateau?» à «qu'est ce qui vous plaît le plus sur le bateau?». Mais pas trace de «avez-vous envie de partir en Irak assassiner une population innocente?» «pensez-vous que le patriotisme vaut la peine d'un sacrifice aussi stupide que celui de votre vie pour une cause aussi injuste?» ou encore «vous seriez vous engagés dans l'armée si le gouvernement vous avait consenti une allocation d'autonomie pour faire vos études en toute quiétude et choisir le métier que vous voulez?»

En fait de «visage humain», on n'en a retenu aucun : cette propagande imbécile et publicitaire est un processus de déshumanisation des images puisqu'elles ne sont tournées que dans un but précis et effectif de cautionnement. Ces gens n'intéressent certains médias et nos dirigeants que dans la mesure où ils servent leurs intérêts et où ils rentrent dans le cadre de narration défini a priori. Ce qu'ils ont à dire d'autre ne les intéresse pas et peut même leur paraître parfois dérangeant. D'où la censure du montage prévu puisque l'émission n'est pas tout à fait en direct. Où est la libre expression au nom de laquelle ils agitent leurs bras désarticulés comme des pantins de mauvais théâtre? Les images de ces personnes interrogées sont tournées pour être utilisées, les personnes qu'elles mettent en scène ne comptent pas, n'ont aucun intérêt propre. Et je mets quiconque au défi, y compris Michel Drucker et Michèle Alliot-Marie, de se souvenir trois jours après d'un seul de ces visages, d'un seul de ces prénoms, d'une seule de ces histoires, d'une seule de ces vies qu'ils n'ont même pas vu.

Des informations.

Je vous rappelle que cette émission a été diffusée le 26 décembre 2002 et qu'elle célébrait clairement le départ du porte-avions pour le Golfe, pas le refus de l'armée française de s'engager dans ce conflit. Le discours de l'amiral et des officiers français pendant l'émission avaient pour objectif de détailler les enjeux et les méthodes de la future intervention militaire française en Irak. Mais comme aucun prétexte idéologique ne peut décemment justifier cette guerre ignoble et barbare auprès de nous (le peuple français), on fait passer la pilule le lendemain de Noël en jouant sur le sentimentalisme raccolleur du «très beau porte-avions tout rutilant et tellement attachant» (+ petite larme de Michel Drucker). Et moi qui pensais que Noël était un symbole de paix et

8 MILE de Curtis Hanson

1 h 51, avec Eminem, Kim Basinger et Brittany Murphy

Quelle face allait montrer Eminem? A quoi s'attendre avec ce provocateur qui sait se montrer aussi bien détestable que génial?

C'est le coté «Nice Boy» qu'a choisit le «rappeur blanc»: n'attendez pas une description sans complaisance des quartiers underground à la Menace to Society: ici, tout est largement adouci, limite manichéen: d'un côté, la bande des «3 1/3», qui tourne autour de Jimmy Smith jr., dit «Rabbit», un rappeur de génie mais blanc dans un milieu black; de l'autre côté, «Le monde libre», une bande qui vient d'un milieu social plus élevé, plus violente et plus provocatrice; les bandes s'affrontent au cours de combats d'impro. Impressionnants où toutes les insultes sont permises, mais en rythme et en rimes. Cependant, il arrive souvent que cette violence sorte de la scène et s'exporte dans la rue.

Derrière cette description du hip-hop de quartier, Eminem a su glisser quelques éléments de critique sociale, notamment à travers les réflexions d'un des membres de la bande: les quartiers délabrés et laissés à l'abandon, le sexisme, l'usine et les heures sup' pour survivre, l'alcool et la violence familiale,...

Même si ce film se veut grand public, d'où le héros un peu trop parfait et la description quelques peu édulcorée, la fantastique B. O., la réalisation simple et efficace et les quelques pointes critiques en font une bonne réussite et un excellent moment pour tous ceux qui apprécient le rap U.S.

Max, [Lyon]

que Jacques Chirac était nommé pour le prix Nobel de la paix... Mais notre détermination à empêcher cette guerre par notre mobilisation collective place J. Chirac dans une position délicate: en décembre nos manifestations ne rencontraient pas beaucoup d'écho, alors le porte-avions est parti pour le Golfe. En janvier, la manifestation du 18 a montré sinon notre nombre, du moins notre détermination et le porte-avions est revenu. Puis il est reparti et la gigantesque manif mondiale du 15 février l'a fait rappliquer dare-dare... Je vous annonce qu'il vient de repartir pour le Golfe mardi dernier. Faisons en sorte que le manif du 15 mars l'amarré définitivement au port de Marseille, nous aviserons ensuite ensemble ce que nous voulons en faire.

Guerre contre l'Irak ou guerre contre Chirac ?

En aucun cas Chirac n'est un rempart contre la paix comme le montre les ridicules manœuvres du Charles de Gaulle. Ce porte-avions, on aurait pas dû l'appeler Charles de Gaulle mais Jacques Chirac: toujours à faire des allers-retours pour entretenir l'ambiguïté afin de nous laisser végéter dans l'attente. A nous de savoir si on accepte de se laisser démobiliser en s'en remettant à son droit de veto et en attendant SA décision, ou si nous voulons imposer la nôtre.

Au lendemain du premier tour des élections présidentielles, plusieurs partis politiques ont cédé à l'angoisse devant l'urgence imposée par l'échéance électorale du deuxième tour: le 5 mai au soir la France aurait un président, il ne fallait donc pas que ce soit Le Pen. Chirac était alors érigé en rempart contre l'extrême-droite. Force est de constater aujourd'hui que son gouvernement est «extrêmement à droite». En refusant la politique de Le Pen, c'est contre l'installation d'une ambiance sociale dégueulasse de suspicion, de criminalisation d'un côté et de peur de l'autre, que nous nous sommes levés. Pas pour défendre Chirac mais pour NOUS

défendre du racisme, de l'anti-sémitisme, du tout-pour-le-profit (qu'on appelle aussi capitalisme), et pour une société à visage humain. Aujourd'hui, grâce à Chirac, au premier ministre qu'il a nommé (Raffarin), et à son ministre de l'Intérieur (Sarkozy), cette sale ambiance dont nous ne voulions pas et contre laquelle nous avons manifesté avec tellement de force entre le 21 avril et le 5 mai, cette sale ambiance lamaine et gangrène nos conditions de vie et de travail (au lycée, à la fac..) à cause des lois répressives et racistes de Sarkozy et Cie.

J. Chirac n'est donc un rempart à rien du tout. Il n'est pas le porte-drapeau du mouvement contre la guerre. Il ne le deviendra que si nous tous, ensemble, le décidons. Pas sur l'ordre d'un parti politique. Et si nous tous, ensemble, dans le mouvement contre la guerre, nous nous regroupons en collectifs Agir Contre la Guerre pour nous organiser nous-mêmes, nous prendrons vite conscience que les décisions appartiennent à tous et que ce tous passe par chacun d'entre nous. Nul besoin alors d'avoir un porte-drapeau ou un porte-parole pour parler à notre place et en notre nom. Nous n'avons besoin que de nous organiser collectivement, de décider de ce qu'on veut dire, et de le dire nous-mêmes. Chaque personne qui fait quelque chose contre la guerre appartient au mouvement. Et tous ceux qui sont dans les collectifs A C G sont les porte parole de nos trois revendications:

- ONU ou pas, cette guerre on en veut pas.
- pas de participation française du tout.
- justice en Palestine.

Ceux qui, comme Chirac, n'appartiennent pas aux collectifs n'en sont pas les porte-parole. Et si il prétend nous représenter, c'est un dictateur. Ceux qui en appellent à lui pour qu'il mette son veto ne sont pas non plus nos porte-parole. Tout au plus pourra-t-il mettre son veto à une résolution de l'ONU, pas à la guerre de colonisation que veut mener G. Bush pour asseoir sa domination militaire

dans la région et faciliter ainsi l'extorsion du pétrole qui ne lui appartient pas mais dont il a besoin pour faire survivre un système économique défaillant basé sur une exploitation illégitime de l'homme et des ressources. Chirac aura alors à l'ONU l'attitude de Ponce Pilate «je m'en lave les mains». Mais que ce soit les bombes de l'ONU ou des USA, c'est une population irakienne déjà épuisée par un dictateur sanguinaire qui va souffrir. Et l'armée française sera obligée de participer à cette guerre pour récupérer quelques gisements de pétrole, sinon le gouvernement français perdra définitivement tous les contrats financiers alléchants dont il a pu bénéficier sous le régime de Saddam Hussein. La France est aujourd'hui le premier partenaire économique de l'Irak, alors oui Chirac rêve de mettre son veto à l'ONU pour empêcher les USA de s'approprier le pays. Mais si G. Bush déclare la guerre, il faudra le suivre pour sauver les restes.

Alors «notre superbe Charles de Gaulle» s'en chargera. Sûrement à Bagdad il se trouve une fille qui a passé le 26 décembre devant sa télé et qui écrit son dégoût de toute la propagande pro-Saddam Hussein orchestrée par les médias irakiens qui encensent l'armée irakienne et le sentiment patriotique. Sûrement cette fille attend dans l'angoisse un feu d'artifice d'un tout autre genre que celui qu'on a eu nous, le 31 décembre. Je suis bien plus proche d'elle que je ne le serais jamais de Bush Chirac Blair ou Alliot-Marie, et c'est avec elle que je manifeste. Je ne me sens pas plus française qu'européenne. En fait je ne reconnais aucune patrie, je ne reconnais que les droits inaliénables des peuples à disposer d'eux-mêmes et de ce qu'ils produisent. Et surtout à rester en vie.

Une chose est certaine: la seule chose qu'un porte-avions comptera jamais d'impressionnant à mes yeux sera le nombre de ses victimes.

Colomba, [Saint-Denis]

ABONNEZ-VOUS ! PRENEZ CONTACT !

Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro)

8 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)

Je veux participer aux Rencontres internationales de jeunes

Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :

..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)

..... carnet de chants de lutts (1 euro l'exemplaire)

Total : euros

Chèque à l'ordre de RCJ

Nomprénom.....

Adresse

Code postal Ville

Téléphone e-mail

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

mail : jcr@jcr-red.org - web : www.jcr-red.org